

**La Personnalité de la semaine**  
**Pierre Brunet**  
page A12

**Hockey**

	<b>1</b>		<b>1</b>
	<b>4</b>		<b>3</b>

pages S2 à S4

**Stéphane Laporte**  
**Le Grand Prix de Barbotan**  
page A5

## L'OTAN visait une cible légitime

d'après AFP  
BRUXELLES et BELGRADE

L'OTAN a reconnu hier avoir causé des victimes civiles lors du bombardement de Korisa, dans le sud du Kosovo, mais a assuré que son attaque visait « une cible militaire légitime » près de ce village.

À Tirana, le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a déclaré que l'OTAN intensifiera ses bombardements en Yougoslavie malgré les risques de tuer des civils utilisés comme « boucliers humains ».

L'OTAN s'est refusée à considérer comme une erreur ce bombardement, mené dans la nuit de jeudi à vendredi et qui a fait au moins 87 morts et 78 blessés, selon Belgrade.

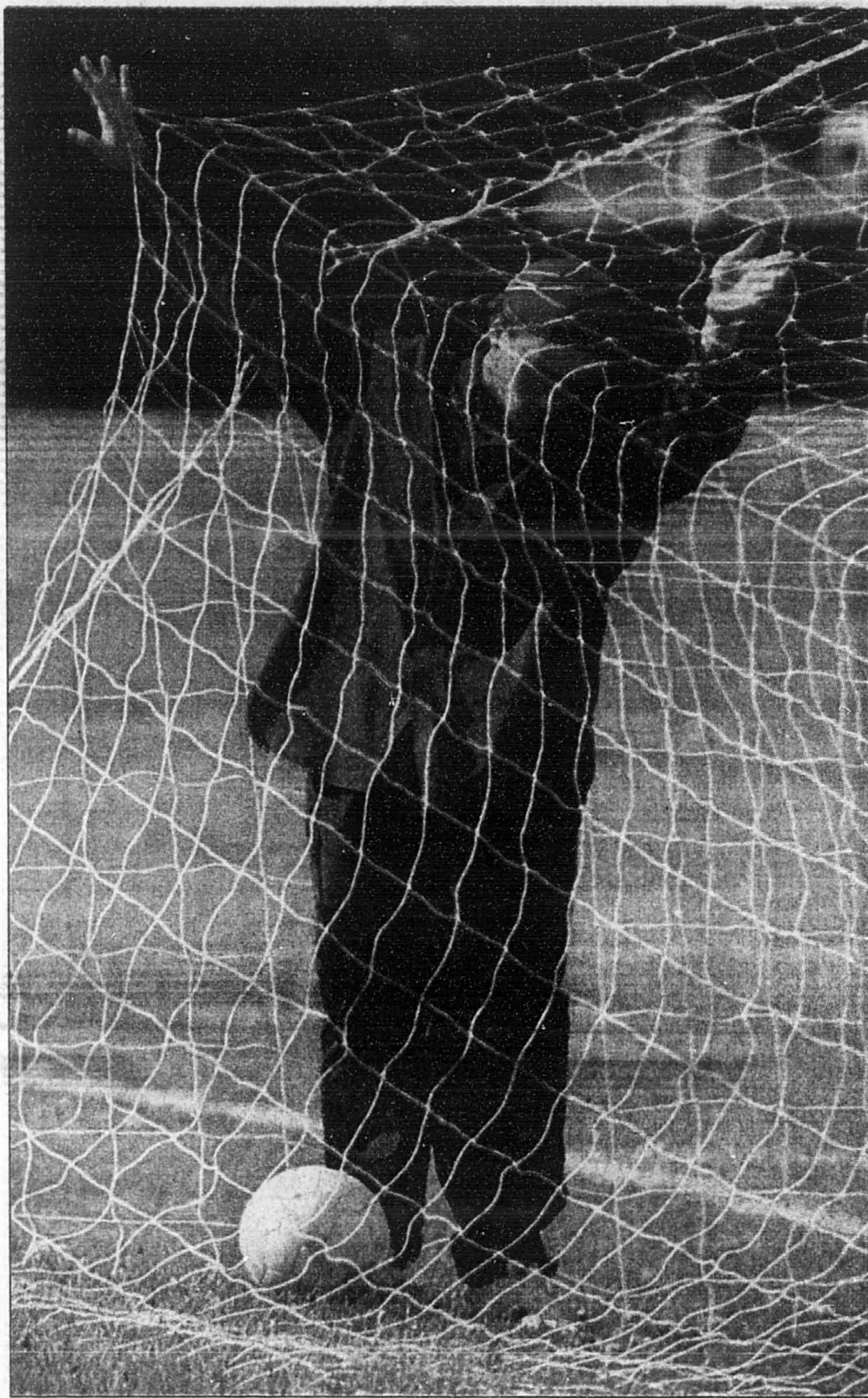
L'attaque, menée par trois chasseurs-bombardiers F-16 « près » de Korisa et non dans le village même, visait un camp militaire et un poste de commandement, ont déclaré des porte-parole de l'OTAN à Bruxelles. Auparavant, un communiqué de l'Alliance parlait d'une attaque « sur le village de Korisa ».

Selon ce communiqué, « du matériel militaire, comprenant un véhicule blindé de transport de troupes et plus de dix pièces d'artillerie, a été observé à cet endroit. Des avions ont vu des positions militaires retranchées avant l'exécution de l'attaque ».

Le Centre d'information serbe à Pristina, chef-lieu du Kosovo, a affirmé pour sa part qu'aucun objectif de l'armée ou de la police ne se trouvait à Korisa ou à proximité du village.

« L'OTAN regrette profondément que cette attaque ait fait, accidentellement, des victimes civiles. Elle ne peut confirmer le nombre de victimes indiqué par les autorités serbes, ni les raisons pour lesquelles des civils se trouvaient à au moment de l'attaque », indique un communiqué.

Voir L'OTAN en A2



Elbasan Haliti, 18 ans, un réfugié kosovar établi temporairement à la base de Kingston, était content de pouvoir s'amuser librement, hier, mais il a eu fort à faire pour récupérer son ballon qui, lui, était prisonnier du filet.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

## D'abord calmer la crainte

CHRISTIANE DESJARDINS  
KINGSTON, Ontario

« Ils veulent savoir s'il y aura des Serbes à l'endroit où ils iront », demande, embêtée, une traductrice à un fonctionnaire du ministère de l'Immigration du Québec.

Le fonctionnaire était aussi un peu embêté pour lui répondre. Des Serbes, il y en a un peu, ici et là, et il n'y a pas de problème.

Mais on marche un peu sur des oeufs quand il faut l'expliquer à des réfugiés kosovars qui arrivent au Canada avec rien dans les mains, rien dans les poches, mais la tête pleine d'horreurs encore toutes fraîches.

Hier, c'était le premier véritable contact entre les gens de l'Immigration et les réfugiés kosovars. Quand ils sont arrivés jeudi à la base militaire de Kingston, en Ontario, les 240 réfugiés qui seront bientôt acheminés au Québec ne demandaient qu'une chose: un lit pour dormir. La guerre, la longue fuite, un mois dans un camp de Macédoine et le décalage horaire, en anéantissant les forces des plus endurcis.

« Vendredi, on leur a laissé la paix, explique Raymond Cardin, coordonnateur du camp de réfugiés de Kingston pour le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Nos deux interprètes albanais rôdaient pour voir s'ils avaient besoin de quelque chose, pour répondre à leurs questions, les rassurer et leur montrer une foule de petites choses. Par exemple que l'eau des robinets est potable. C'est aujourd'hui (samedi) que ça commence. Les réfugiés sont d'abord rencontrés par le ministère de l'Immigration pour leur permis de la ministre, puis par nous, qui leur délivrons un certificat pour le Québec. »

Voir D'ABORD en A2

## L'anxiété cellulaire

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

Il y a une dizaine d'années, un collègue et moi avions fait la promesse de ne jamais citer un chauffeur de taxi en débarquant dans une nouvelle ville. C'est un cliché incarné, le journaliste qui descend de l'avion, saute dans un taxi et interroge le chauffeur pour lui arracher quelques déclarations dont il tirera la substance d'un premier article.

Par souci d'honnêteté, je dois avouer avoir manqué à ma promesse à une reprise. C'était le 19 avril 1995, jour de l'explosion d'un immeuble fédéral à Oklahoma City. Mon vol en partance de New York avait été retardé en raison du mauvais temps au-dessus du Texas. Après une escale à Dallas, je m'étais retrouvé assis aux côtés d'une femme âgée. Pendant le vol, la dame avait prié à voix haute pour la protection de l'avion et des passagers, secoués comme des pucés dans un ciel strié d'éclairs.



Il était autour de 20 h, heure locale, quand l'avion s'est finalement posé, au grand soulagement de ma voisine. Je saute évidemment dans le taxi proverbial et demande au chauffeur de me conduire sur les lieux de l'explosion. Chemin faisant, le type, un gros barbu sympathique, me raconte que sa femme roulait en voiture près de l'immeuble fédéral quand la bombe a sauté.

« Sa voiture a levé dans les airs et s'est retrouvée dans l'autre voie », me lance-t-il. J'en prends note dans ma tête en me disant que je devrai me résoudre à utiliser la citation dans mon article de la journée, par défaut, par manque de temps. Mais, par miracle, à l'heure de tombée, mon ordinateur pète, et l'article que

je tentais de transmettre à La Presse disparaît de l'écran, perdu à toutes fins journalistiques.

Allah est grand. Je raconte cette histoire parce que ma promesse de jeune journaliste a été dépassée par la technologie, tout comme mon dernier ordinateur. Aujourd'hui, dans toutes les grandes villes du monde, les chauffeurs de taxi ne parlent à peu près plus à leurs passagers, qu'ils soient journalistes ou touristes. Ils parlent à Dieu qui dans leur téléphone cellulaire, omniprésent en cette fin de millénaire.

À New York, il y a sans doute pire que d'entendre un chauffeur de taxi parler dans un téléphone cellulaire. La musique exotique de l'urdu, du russe, du créole, vaut bien certaines conversations assommantes. Mais les autorités de la Ville en ont assez. Ce mois-ci, elles doivent adopter un règlement interdisant le papotage cellulaire au volant d'un taxi. C'est dangereux, les statistiques le prouvent.

Voir L'ANXIÉTÉ en A2

## Et les proches!

Il n'est pas normal de perdre la mémoire en vieillissant. Il faut donc consulter au plus tôt un médecin lorsque l'on constate qu'un proche a des troubles de mémoire, puisqu'il existe maintenant des traitements et des médicaments efficaces pour les gens souffrant de la maladie d'Alzheimer. La maladie, en s'aggravant, vient sournoisement dérober l'essence même d'une personne, sa capacité de penser, ses souvenirs. À mesure que l'état du patient se dégrade, les proches qui s'en occupent souffrent de plus en plus. Épuisés, découragés, certains envisagent même le suicide.

À lire en page A7

**230**  
JOURS  
AVANT  
L'AN 2000

**INDEX**

Petites annonces	- affaires C10	Bridge C9	Horoscope C6	Santé cahier B
- Index C5	Arts et spectacles B8 à B10	Décès C10	La presse d'ailleurs A11	Tabloid Sports
- Immobilier C5 à C7	- horaire spectacles B10	Êtes-vous observateur? C5	Loteries A2 et A4	- Rejean Tremblay S5
- Marchandises C7	- horaire télévision B2	Feuilleton C8	Monde A8 à A11	Têtes d'affiche A6
- Emplois C8	Bandes dessinées C7	Génies en herbe C11	Mots croisés C6 et C11	Zap cahier B
- automobile C8 à C10			Mot mystère C8	

**SCIENCES**

Forêt, dis-moi ce que tu caches  
page C12

**MÉTÉO**

Ensoleillé  
Max. 24, min. 10  
cahier Sports  
page 16



### EXAMEN DE LA VUE

TOUS LES SERVICES OPTIQUES SOUS UN MÊME TOIT

**Polyclinique visuelle**

Ophthalmologistes — Optométristes — Opticiens  
9250, boul. de l'Acadie, Montréal (Québec) H4N 3C5  
(514) 381-2424 • 1-888-990-2424

**Ophtalmolaser**

EXAMEN DE LA VUE  
CORRECTION PAR LASER  
MYOPIE - HYPERMETROPIE  
ASTIGMATISME - PRESBYTIE  
LUNETTES DE CONTACTOLOGIE

## Suites de la une

## D'abord calmer la crainte



À la base de Kingston, Raymond Cardin coordonne l'accueil aux réfugiés qui prendront le chemin du Québec dans les prochaines semaines.

D'ABORD / Suite de la page A1

C'était donc journée de « pape-rasse » hier pour les réfugiés. Mais une pape-rasse apparemment fort allégée, puisque personne n'a de papiers. Il faut donc se fier à la bonne foi des gens pour reconstituer leur identité, et les acheminer vers l'endroit le plus propice pour les accueillir. Les 1200 réfugiés kosovars qui s'établiront au Québec (les 1000 autres arriveront au cours des prochaines semaines) seront envoyés dans une dizaine de villes, dont Montréal, Laval, Granby...

Jusqu'ici, l'âge des réfugiés varie de quelques jours (le plus jeune est né dans un camp en Macédoine), à 70 ans et plus. La moitié sont des enfants qui, hier, piquaient sous un arbre avec des membres de la Croix-Rouge, jouaient au football, ou se promenaient en tricyle.

« Pour leur établissement au Québec, on essaie de respecter les familles ou les groupes qui sont organisés ensemble, explique M. Cardin. On les installe dans des logements avec quelques meubles et une première épicerie, puis ils auront de l'aide sociale. Ils auront aussi un permis de travail. »

En attendant, les réfugiés vivent dans des conditions nettement meilleures que dans le camp de Macédoine où ils étaient. Ils ont un vrai toit, une vraie chambre, des douches, des machines à laver, un poste d'infirmières à chaque étage, des médecins à la base, et même des ambulances à la porte, prêtes à transporter les malades plus sérieux à l'hôpital le plus proche. D'autre part, les dons de jouets, de vêtements et d'articles d'usage courant affluent.

« Les gens trouvent qu'ils ont beaucoup de choses ici, mais ce qui leur manque, c'est leur famille, poursuit-il. On a vu souvent des gens se faire voler toutes sortes de choses, mais se faire voler un pays, c'est rare. »

Plusieurs ont déjà manifesté leur désir de retourner dans leur pays une fois que la guerre sera finie. D'autres, comme une jeune mère de famille, sont résolus à se construire une nouvelle vie ici.

Une chose est sûre, la plupart ignorent tout du Canada et encore plus du Québec. « Nous aurons bientôt des séances pour les familiariser avec le pays. Ils n'étaient pas prêts avant à recevoir de l'information », estime Raymond Cardin.

## L'anxiété cellulaire

L'ANXIÉTÉ / Suite de la page A1

Mais la raison n'accompagne pas toujours les abonnés du téléphone cellulaire, dont le nombre, aux États-Unis, est passé de 91 600 en janvier 1985 à 69 209 321 à la fin de l'année dernière. Récemment, un journaliste du *New York Times* en a croisé un au cours d'une randonnée dans les Adirondacks. Perdu, l'abonné parlait dans son minuscule appareil à un agent forestier, lui demandant de l'aider à retrouver son chemin. Selon le journaliste, le randonneur a dû avouer piteusement à l'agent: « Non, je n'ai pas de carte géographique sur moi. »

Le téléphone cellulaire a déjà été limité à la voiture. Aujourd'hui, il est vraiment partout. Dans les concerts rock, les spectateurs ne brandissent plus des briquets allumés pendant leurs chansons préférées. Ils brandissent des téléphones cellulaires, afin de permettre à leurs amis d'entendre avec eux Mick Jagger chanter *I Can't Get No* Satisfaction.

La popularité du téléphone cellulaire est paradoxale, étant donné l'opprobre dont les abonnés sont très souvent couverts. Un des faits saillants de la dernière saison théâtrale à New York s'est produit pendant une représentation de la pièce *The Lion in Winter*, mettant en vedette l'acteur Laurence Fishburne. Un soir, au milieu de son texte, Fishburne s'est arrêté pour enguirlander un spectateur dont le téléphone cellulaire venait de sonner pour la deuxième fois. Il a reçu une ovation.

L'anecdote est d'autant plus cocasse que ce même Fishburne a presque toujours le téléphone cellulaire à l'oreille dans un des grands succès du printemps au cinéma américain, *The Matrix*, dans lequel l'acteur noir aide Keanu Reeves à sauver la planète d'une conspiration technologique réduisant les humains à l'esclavage.

Le téléphone cellulaire est un excellent remède contre l'anxiété. À Littleton, après la tuerie de l'école secondaire Columbine, plusieurs parents ont acheté des appareils à leurs enfants afin qu'ils puissent signaler le 911 en cas de massacre scolaire.

À New York, une légende urbaine qui circule depuis quelques années veut que certains héroïnomanes s'amusaient à laisser leurs aiguilles infectées du virus du sida dans les téléphones publics, là où tombe la monnaie. Il s'agit d'une autre bonne raison d'utiliser le téléphone cellulaire. Et puis les combinés des téléphones publics ne grouillent-ils pas de germes?

Quant à vous, chers lecteurs, avez-vous déjà juré de résister à l'attrait du téléphone cellulaire? Un jour, hélas! cette promesse deviendra probablement aussi obsolète que la mienne.

## L'OTAN visait une cible légitime

L'OTAN / Suite de la page A1

Dans un premier temps, l'OTAN et les États-Unis avaient laissé entendre que les victimes civiles de Korisa pourraient avoir été causées par des tirs de l'artillerie yougoslave.

Un grand nombre des 78 blessés hospitalisés à Prizren ont dû subir des amputations, a indiqué l'agence officielle yougoslave Tanjug.

Des enquêteurs sur place, cités par Tanjug, ont estimé que le bilan définitif pourrait dépasser la centaine de morts, des victimes se trouvant encore sous les débris de maisons détruites.

Au moins trois bombes se sont abattues sur une cour de ferme où quelque 400 personnes, en majorité des déplacés albanais du Kosovo, étaient venues passer la nuit dans leurs tracteurs et remorques garés à cet endroit, selon des témoins interrogés sur place. Environ 200 autres personnes avaient trouvé refuge dans des maisons voisines, qui ont également été touchées.

Le gouvernement yougoslave a estimé que le

bombardement du village kosovar était un « exemple éclatant du caractère génocidaire de l'agression de l'OTAN ». Il a demandé aux organisations internationales « d'agir d'urgence pour que soit condamné avec la plus grande vigueur ce crime contre des civils », dans une lettre transmise à l'ONU, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et au Conseil de l'Europe.

L'OTAN a annoncé hier matin qu'environ 300 bombardements avaient été menés au cours des dernières 24 heures contre des troupes serbes et leurs équipements (chars, véhicules blindés, pièces d'artillerie, radars...) au Kosovo et dans le reste de la Serbie.

Six ouvriers des mines de cuivre de Bor (200 km au sud-est de Belgrade) ont été blessés, dont un grièvement, lors d'un bombardement contre une station de transformation de courant électrique qui alimentait le complexe minier.

La Russie, qui a condamné « résolument » le bombardement de Korisa, qualifié de « nouveau crime de l'Alliance », a menacé une nouvelle fois de se retirer des efforts diplomatiques vi-

sant à mettre fin à la guerre si les frappes de l'OTAN se poursuivaient.

La Russie va « revoir sa position concernant le règlement du conflit au Kosovo si dans les jours qui viennent, les bombardements ne sont pas stoppés », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov.

Le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, a jugé qu'il était « légitime » d'avoir des réserves sur les frappes de l'OTAN. Il est « humain de se sentir profondément déchiré par les victimes civiles des bombardements », a déclaré M. D'Alema. Mais il s'est démarqué de ceux qui veulent « une trêve à tout prix », estimant qu'il fallait assurer « une paix juste et durable » au Kosovo.

Une équipe du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est arrivée vendredi à Pristina, chef-lieu du Kosovo, a indiqué hier un porte-parole du CICR à Genève. Cette mission est la première du genre qu'entreprend le CICR au Kosovo depuis le 29 mars dernier, lorsqu'il avait été contraint de se retirer de la province serbe quelques jours après le début des frappes de l'OTAN.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

## Funérailles de Marcel Pépin

D'anciens confrères de travail du journaliste Marcel Pépin, mort subitement mercredi à l'âge de 57 ans, ont assisté hier en l'église Sainte-Famille de Boucherville à ses funérailles. Sur la photo, on aperçoit son fils Jean-François, sa femme Denise Amyot et sa fille Marie-Christine. M. Pépin était ombudsman de la Société Radio-Canada.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272

Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039

Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070

Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111

Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : (514) 285-6931

National, TéléPlus : (514) 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : (514) 285-6892

Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

http://lapresse.infinit.net

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser

les informations de La Presse et celles des services

de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de

reproduction des informations particulières à

La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

## LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 248

à quatre chiffres : 7923

6/49: 2 14 28 30 38 45 Compl. 1

avec extra: 3 7 9 4 5 9

## INSOLITE

## À votre guise!

■ Les femmes mariées de Pékin vont désormais pouvoir avoir un enfant avant 24 ans si elles le souhaitent, ont annoncé hier les journaux chinois. La commission exécutive du Congrès populaire de la capitale a en effet abandonné l'âge minimum requis pour devenir mère, estimant que le planning familial avait réussi à limiter à un seul enfant, comme le veut la loi, la progéniture de la plupart des couples.

## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Enfin améliorée!

■ En 1995, les concepteurs de la Windstar n'avaient pas prévu que la porte coulissante arrière gauche sur les fourgonnettes du concurrent Chrysler allait connaître autant de succès. Mais après avoir adopté une solution de fortune en 1998, la Windstar a été révisée de fond en comble l'automne dernier. En plus d'intégrer cette fameuse portière, on a transformé l'habitacle, donné plus de rigidité à la plate-forme et intégré plusieurs raffinements techniques. Le modèle 1999 est donc améliorée de façon marquée, selon notre chroniqueur Denis Duquet. À lire demain dans le cahier Auto.

## QUESTION DU JOUR

La Presse  
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?  
Répondez à la question du jour.  
Pour faire connaître votre opinion, composez le  
(514) 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

## La maladie d'Alzheimer vous effraie-t-elle?

Selon vous, le projet de règlement concernant les ordures ménagères est-il trop sévère?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 34 %  
Non: 66 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Pour les réfugiés du  
**KOSOVO**

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Gouvernement albanais ont demandé à Oxfam International de prendre en charge l'approvisionnement de l'eau et la gestion des équipements sanitaires destinés à des milliers de réfugiés.

Votre don permet à Oxfam-Québec d'AGIR MAINTENANT.

S. V. P., libeller votre chèque ou mandat postal à Oxfam-Québec et mentionner KOSOVO / CP9919

Oxfam  
Québec

2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200  
Montréal H3J 2Y2  
(514) 937-1614 ou 1-877-693-2672

**Le mot du jour à travers**

■ Une personne n'est pas connue à travers le Québec. L'emploi de cette locution en ce sens est un calque. On

dira plutôt qu'une personne est connue dans toute la province, partout au Québec, ou encore, aux quatre coins du Québec. Pour la même raison, on ne dira pas de quelqu'un qu'il voyage à travers le

monde, mais dans le monde entier ou autour du monde. La locution à la grandeur de, employée en ce sens, est un canadienisme.

Paul Roux

**L'EXPRESS DU MATIN**



**Accident de moto**

■ Un motocycliste de 48 ans de Shawinigan a été grièvement blessé hier matin à Montréal, au moment où il circulait sur le boulevard Métropolitain à la hauteur de la rue Christophe-Colomb. Un moment d'inattention de la part du motard, qui suivait de trop près une camionnette tirant une remorque utilitaire, semble à l'origine de l'accident. Le motocycliste a frappé l'arrière de la remorque puis a été éjecté de sa moto dans la voie centrale du Métropolitain. Il a alors été heurté par un camion-remorque. Transporté d'urgence à l'hôpital, il souffre de multiples traumatismes graves.

**Accident mortel**

■ Un jeune homme de 18 ans, Frédéric Poulin, a perdu la vie lorsque son automobile a fait plusieurs tonneaux à Sainte-Marguerite de Lingwich, dans les Cantons de l'Est. L'accident a aussi fait deux blessés graves. La police croit que le conducteur aurait pu s'endormir au volant.

**Homme blessé**

■ Un homme a été atteint par un projectile d'arme à feu vers 3 h 20 dans la nuit de vendredi à samedi, en face du bar Galleries, au 4434, boulevard Saint-Laurent, à Montréal. Blessé légèrement à un mollet, l'homme a refusé toute collaboration avec les policiers et n'a pas voulu porter plainte.

**Pénurie d'eau**

■ La Régie intermunicipale de l'eau de Deux-Montagnes demande aux citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, de Saint-Joseph-du-Lac, de Pointe-Calumet et de Deux-Montagnes de réduire leur consommation d'eau au minimum. Hier, le bris d'une conduite à Deux-Montagnes a fait en sorte que la pression d'eau était au minimum au robinet. La fuite a été colmatée en après-midi, mais la réserve d'eau demeure très basse. Le porte-parole de la Régie a expliqué que la demande dépasse la production et que les citoyens ne doivent pas utiliser l'eau à l'extérieur de leur domicile. La situation ne pourra revenir à la normale qu'avec la pluie.

**Incendie**

■ Un incendie, qui s'est déclaré en toute fin de soirée vendredi dans un dépôt de vieilles bonbonnes de 20 livres de gaz propane à Sainte-Anne-des-Plaines, a causé des sueurs froides aux pompiers de la municipalité. Lorsqu'ils sont arrivés sur les lieux, des flammes avaient déjà une dizaine de mètres de hauteur. Les pompiers ont dû utiliser des jets d'eau puissants afin de maîtriser l'incendie. Le directeur du Service de prévention des incendies, Serge Labelle, a expliqué que ses hommes ont craint le pire, puisqu'un réservoir de 5000 gallons se trouvaient à 150 mètres du brasier.

**Vote de grève**

■ La Centrale des professionnels de la santé (CSP), qui a entrepris le 10 mai une vaste consultation de ses membres dans toutes les régions du Québec, demandera à ses 8000 membres de lui confier un mandat de grève à être utilisé au moment jugé opportun. La CSP veut ainsi faire comprendre au gouvernement que les offres de 5 % qu'il a faites sont inacceptables. Selon l'organisme, ces offres ne permettent pas de rattraper le secteur privé, ni de récupérer le pouvoir d'achat perdu au cours de la dernière décennie. La CSP regroupe des professionnels de la santé de plusieurs services spécialisés tels la physiothérapie, l'ergothérapie, le service social, la radiologie, la diététique, l'hygiène dentaire et l'électrophysiologie médicale.



**Montréalais, oubliez votre automobile aujourd'hui**

RAYMOND GERVAIS

Si vous ne faites pas de vélo, de patin, de marche ou de course et que vous demeurez à Montréal, vous êtes bien mieux de jardiner et d'oublier l'automobile pour vos déplacements aujourd'hui.

À compter de 7 h 30 et jusqu'à 14 h 25, il sera très difficile pour les automobilistes de circuler d'est en ouest et vice versa à Montréal, à cause de la tenue du 9<sup>e</sup> Festival de la santé. Quatre artères seulement permettront la circulation automobile dans ces directions. Seules les rues Viger et Sherbrooke, ainsi que les boulevards Rosemont et Métropolitain, seront ouverts en tout temps à la circulation automobile.

Les rues du nord de la ville seront graduellement ouvertes à la circulation à compter de 12 h 20, mais des refoulements sont à prévoir.

De plus, environ 20 000 marcheurs supplémentaires prendront part ce matin à la 27<sup>e</sup> Marche annuelle vers Jérusalem qui se déroule de 8 h 45 à midi, à Côte-Saint-Luc. Encore là, plusieurs rues seront fermées à la circulation automobile.

À 10 h, dans le quartier Rivière-des-Prairies, ce sont les gardiens congédiés du centre de détention de Rivière-des-Prairies, rue Armand-Chaput, qui entameront une marche vers Québec. Ils emprunteront le chemin du Roy, (route 138) jusqu'à la Vieille Capitale.

Finalement, ce sont les soldats du Régiment de Maisonneuve qui défilent dans les rues du centre-ville dès 10 h 15, à partir de la rue Cathcart. Ils emprunteront la rue Université et la rue Notre-Dame jusqu'à la place d'Armes où une messe sera célébrée pour marquer le 357<sup>e</sup> anniversaire de Montréal et, simultanément, le 119<sup>e</sup> anniversaire du régiment officiel de la Ville de Montréal.

**Le casque de moto est-il discriminatoire ?**

Presse Canadienne VANCOUVER

Le Code de la sécurité routière de Colombie-Britannique, qui rend obligatoire le port du casque à motocyclette, viole les droits des Canadiens de religion sikh qui portent le turban rituel, a conclu la commission des droits de la personne de cette province.

La décision « contribue à favoriser une société qui permet à la diversité de s'épanouir », a indiqué vendredi la commissaire Mary-Woo Sims.

Le gouvernement devra maintenant décider s'il en appelle de la décision de la commission ou s'il amende le code de la sécurité routière pour en exempter les sikh, a indiqué vendredi le Procureur général de la province, Ujjal Dosanjh.

Il a été impossible d'obtenir les commentaires du ministre provincial des Routes Harry Lali, lui-même un sikh, mais qui ne porte pas le turban rituel.

Avtar Singh Dhillon, de Vancouver, s'était plaint en 1995 qu'en tant que sikh, il ne pouvait retirer son turban rituel pour enfilier le casque de motocycliste lors de l'examen de conduite.

Il y a deux ans, le procureur du ministère des Routes avait plaidé que la société n'avait pas à assumer les coûts des traumatismes crâniens éventuellement subis par un motocycliste sikh qui serait exempté du port.

**Les employés de Bell ratifient l'entente**

NATHALIE NOLIN

Les techniciens et téléphonistes de Bell ont voté à 80 % en faveur de l'entente de principe intervenue la semaine dernière entre le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP-FTQ) et la compagnie Bell Canada. Après cinq semaines de grève, les employés reprendront leurs fonctions dès aujourd'hui.

Les deux groupes d'employés ont approuvé leur projet d'entente respectif. Pour la première fois en 20 ans, selon Réjean Bercier, vice-président pour le Québec du SCEP, le vote s'est fait séparément. Les téléphonistes avaient demandé, avant de procéder au vote qui a déclenché la grève, un décompte pour chacun des groupes. Pour approuver l'entente de principe, la même procédure a été suivie. La compilation du vote a donc été confiée à une firme extérieure. Chacun des groupes avait un bulletin de vote de couleur différente, ce qui a permis de distinguer la proportion de téléphonistes qui ont voté en faveur de l'entente. La firme avait comme mandat de ne pas divulguer le pourcentage distinct des deux groupes si la majorité de chacun d'eux votait en faveur de l'entente. Comme convenu, elle n'a donc pas fourni ces chiffres.

Advenant un refus d'un seul des deux groupes, le SCEP n'aurait pas signé pour un seul groupe et tous les membres auraient poursuivi la grève. « Nous ne voulions pas perdre notre rapport de force en nous divisant », a expliqué M. Bercier. Il a commenté le résultat en indiquant : « Pour les téléphonistes, c'était sûrement une décision déchirante, mais prolonger une grève pendant plusieurs mois et ne pas avoir d'emploi ensuite, ça donne quoi ? »

Sur l'ensemble des 7000 techniciens et des 2500 téléphonistes, 85 % des employés se sont prévalus de leur droit de vote. Rappelons qu'environ 1000 téléphonistes conserveront leur emploi jusqu'en l'an 2001. Ensuite, ce nombre baissera à 800 « à cause de la concurrence », a souligné M. Bercier. L'adoption de l'entente a sauvé une centaine de postes de téléphonistes et permettra d'offrir de meilleures conditions de départ.

Le porte-parole de Bell, Louis Arseneault a déclaré : « Nous sommes heureux du dénouement de cette situation pour la clientèle, pour l'entreprise et pour les employés. » Selon M. Arseneault, la compagnie n'avait pas accumulé de longs retards dans les services à la clientèle et assure que d'ici deux semaines, tout devrait revenir à la normale.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

**Les éphémères sont sortis**

Les éphémères sont sortis. Depuis vendredi, des millions de petites mannes, au vol erratique, font la vie dure aux résidents vivant près du Saint-Laurent. Ils s'écrasent dans les pare-brise, s'infiltrent dans les maisons et dans les édifices à bureaux du centre-ville et forcent les cyclistes, les amateurs de jogging et de patins à roulettes ainsi que les marcheurs à se promener la bouche fermée pour ne pas gôber d'insectes. Mais rassurez-vous, ces petites bestioles ne vivent qu'un jour et dans quelques semaines, elles auront complètement disparu, remplacées par les maringouins...

**TOUJOURS LE MEILLEUR PRIX C'EST GARANTI!**

**Civic Édition spéciale 16 900 \$\*\* à l'achat OU 238 \$\* par mois, location 48 mois**

• Climatiseur • Déverrouillage sans clé • Serrures électriques et bien plus...

**Aussi offres incroyables sur : Accord • Odyssey • Prelude • Civic etc**

**Le plus vendu de sa catégorie CR.V 4x4**

**25 988 \$\*\* à l'achat OU 338 \$\* par mois, location 48 mois, Transport et préparation inclus**

Incluant : Système RealTime à 4 roues motrices • Climatiseur • Freins ABS • Groupe électrique • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM stéréo cassettes • Table de pique-nique • Et bien plus...

\* Location 48 mois, 96 000 km inclus. Comptant ou échange équivalent Civic : 1 450\$. CR.V : 2 200\$. Transport et préparation inclus. \*\* Taxes, transport et préparation en sus.

**Plus que jamais! La place pour votre Honda**

www.hondablainville.com

**de HONDA blainville**

**TÉLÉPHONEZ-NOUS ET ÉCONOMISEZ (514) 875-1920 (450) 435-1122**

700, BOUL. CURÉ-LABELLE, SORTIE 25, AUTOROUTE DES LAURENTIDES

## Politique

## Attaque tous azimuts de Landry contre Ottawa

VINCENT MARISSAL

Le Québec est constamment en danger entre les mains du gouvernement fédéral parce que le Canada anglais défend d'abord ses intérêts au détriment de ceux du Québec, affirme le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Après avoir dénoncé le manque d'empressement des diplomates canadiens au Mexique envers les entreprises québécoises la semaine dernière, M. Landry a profité hier du forum sur la mondialisation du Bloc québécois pour en remettre.

Selon le ministre des Finances, le Québec est en danger permanent aux plans économique, financier et culturel tant qu'il sera représenté par Ottawa.

« Ce n'est pas parce que les Canadiens sont méchants ou que leurs gouvernements le sont, a indiqué M. Landry lors d'un point de presse, mais nos compatriotes du Canada anglais forment une nation, ils prennent leurs intérêts et ils décident pour eux. Nous devons les imiter le plus rapidement possible. »

Dans ce qui ressemble de plus en plus à une attaque tous azimuts contre le gouvernement fédéral et ses institutions, M. Landry a aussi distribué aux 600 personnes réunies au forum un résumé de ses pensées sur la mondialisation. On y lit notamment que les quelques rares diplomates canadiens à l'étranger doivent désobéir et transgresser les ordres d'Ottawa pour décrire la réalité du Québec telle qu'elle est.

Dans son discours, M. Landry a poursuivi sur un thème à la mode chez les souverainistes par les temps qui courent : on n'est jamais si bien servi que par soi-même. « Je me sens plus rassuré si la culture de Gilles Vigneault et d'Anne Hébert est entre les mains de Louise Beaudoin qu'entre celles de Sheila Copps », a-t-il lancé.

« Je ne fais pas confiance au

gouvernement fédéral pour défendre les intérêts du Québec », a renchéri plus tard le ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin.

Thème largement repris aussi par l'ex-premier ministre Jacques Parizeau, qui n'a d'ailleurs fait qu'une brève apparition le temps de donner son discours. M. Parizeau, qui souffre de pierres au foie, est entré d'urgence à l'hôpital, vendredi. Il l'a quitté temporairement, hier matin, le temps de livrer son discours. L'ancien chef péquiste, qui semblait malgré tout en bonne forme, doit être opéré aujourd'hui.

Selon MM. Landry et Parizeau, de même que selon le chef du Bloc Gilles Duceppe, la mondialisation de l'économie rend « urgente » la souveraineté du Québec. Aucun d'entre eux n'a toutefois voulu s'avancer sur l'urgence de tenir un nouveau référendum.

« Vous ne me ferez pas donner de date, a répété Gilles Duceppe. C'était urgent il y a 30 ans, mais 30 ans, ce n'est rien dans la vie d'un peuple. »

Selon les témoins souverainistes, le Québec risque de rester sur la touche s'il ne prend pas le plus tôt possible sa place dans les grands organismes internationaux. Pour Jacques Parizeau, l'ouverture d'une nouvelle ronde

de négociation de l'Organisation mondiale du commerce, en décembre à Seattle, risque d'être le prochain rendez-vous manqué du Québec.

« Il va falloir passer par le fédéral et lui envoyer des mots doux pour lui demander de ne pas trop être cochon avec nous, a dit M. Parizeau dans son discours. Dans le monde d'aujourd'hui, c'est grotesque. »

Saluant la nouvelle politique du gouvernement Bouchard de cogner à toutes les portes des organismes internationaux pour obtenir ses propres sièges, M. Parizeau estime qu'en attendant la souveraineté, « un peu d'influence vaut mieux que pas du tout ».

« Le monde est compliqué, dit

M. Parizeau. En attendant, il faut sauver les meubles. Vous me direz que ce n'est pas très brillant, mais tant que l'on est pris comme ça... »

Ce premier forum des chantiers de réflexion du Bloc, tenu au Palais des congrès par une superbe journée de printemps, aura aussi permis aux témoins souverainistes de réaffirmer leur foi nouvelle en une monnaie unique des Amériques.

Du dollar québécois, il y a 30 ans, au dollar canadien jusqu'à tout récemment, l'adoption du billet vert américain par un Québec souverain fait son petit bonhomme de chemin au sein du camp souverainiste.

« Est-ce que le dollar américain nous donnerait une alternative par rapport au dollar canadien ? » a demandé Jacques Parizeau, laissant entendre qu'un Québec souverain n'aurait donc pas à négocier avec Ottawa après un OUI.

Les souverainistes reconnaissent d'emblée que les Américains se soucient peu de l'émergence d'un mouvement en faveur d'une monnaie unique panaméricaine. Mais, disent-ils, les États-Unis pourraient trouver leur compte dans une telle union monétaire.

« Un jour, prédit Bernard Landry, l'euro deviendra plus fort que le dol-

lar américain. Les États-Unis vont se débattre et ils auront besoin du grand Brésil et du grand Mexique et du moyen Québec et du moyen Canada. »

MM. Landry et Parizeau s'emballent devant les projets d'union monétaire qui commencent à émerger en Argentine, au Brésil et au Mexique. De plus, huit pays d'Amérique centrale se réuniront le mois prochain pour étudier la possibilité d'adopter le dollar américain.

Le Canada est toutefois largement réfractaire à cette idée, en particulier le gouvernement Chrétien qui a ridiculisé le projet d'une monnaie panaméricaine.

Le ministre Landry a amené l'idée il y a deux ans lors d'une rencontre des ministres des Finances du Canada à laquelle assistait aussi le gouverneur de la banque du Canada, Gordon Thiessen. Tout projet d'union monétaire a été unanimement rejeté, dit Bernard Landry.

« Gordon Thiessen a exposé des objections d'une grande puérilité, raconte-t-il. Il a dit que c'était impossible au Canada, parce que c'est un pays producteur de matière première. J'ai supposé que, finalement, il avait peur de perdre sa job. »

La perspective d'adopter le billet vert au Québec inquiète aussi certains militants souverainistes, qui craignent de donner encore plus de pouvoirs aux États-Unis. D'autres redoutent de laisser au géant américain des pans de souveraineté du Québec.

« J'ai l'impression que le discours que l'on entend au Bloc ces temps-ci, c'est qu'il faut être souverain pour céder plus librement cette souveraineté par morceaux », a dit un militant lors de l'atelier sur la monnaie unique.

## Sommet des Amériques : le choix de Québec, une bonne chose pour les souverainistes

VINCENT MARISSAL

Le choix de Québec par le gouvernement fédéral pour la tenue du Sommet des Amériques en 2001 est une bonne chose pour les souverainistes, affirme le vice-premier ministre Bernard Landry.

« Ce sera la moment d'illustrer aux Amériques, qui seront réunies à Québec, que Québec est la capitale d'un peuple, d'une nation et que c'est une totale fiction de penser que le Québec et le Manitoba, c'est la même chose », a indiqué M. Landry, hier en marge du forum du Bloc québécois sur la mondialisation.

Si le premier ministre Chrétien avait des intentions politiques dans son choix, cela risque de servir beaucoup plus les souverainistes, pense Bernard Landry.

« C'est un peu comme quand une ville accueille les Jeux olympiques, dit-il, c'est bon pour le sport. Ce sera la même chose avec la souveraineté du Québec. »

Est-ce à dire qu'il n'y aura pas de référendum avant 2001 ? « Non, il n'y a pas de date connue pour le prochain référendum, s'empresse d'affirmer M. Landry. Ce n'est pas exclu qu'il y en ait un, mais dans les deux cas, ils (les visiteurs) constateront que Québec est la capitale nationale et que les Québécois forment un peuple. »

## Les Chinois de Montréal manifestent contre les attaques de l'OTAN

NATHALIE NOLIN

Environ 350 Québécois, majoritairement d'origine chinoise, ont manifesté hier à Montréal devant le consulat des États-Unis. Ils demandent des dédommagements pour le gouvernement chinois et pour les familles des victimes du bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN la semaine dernière. Les manifestants réclament également une enquête complète et indépendante sur ce bombardement et des actions pénales contre les responsables de cet acte de même que l'arrêt des attaques militaires en Yougoslavie.

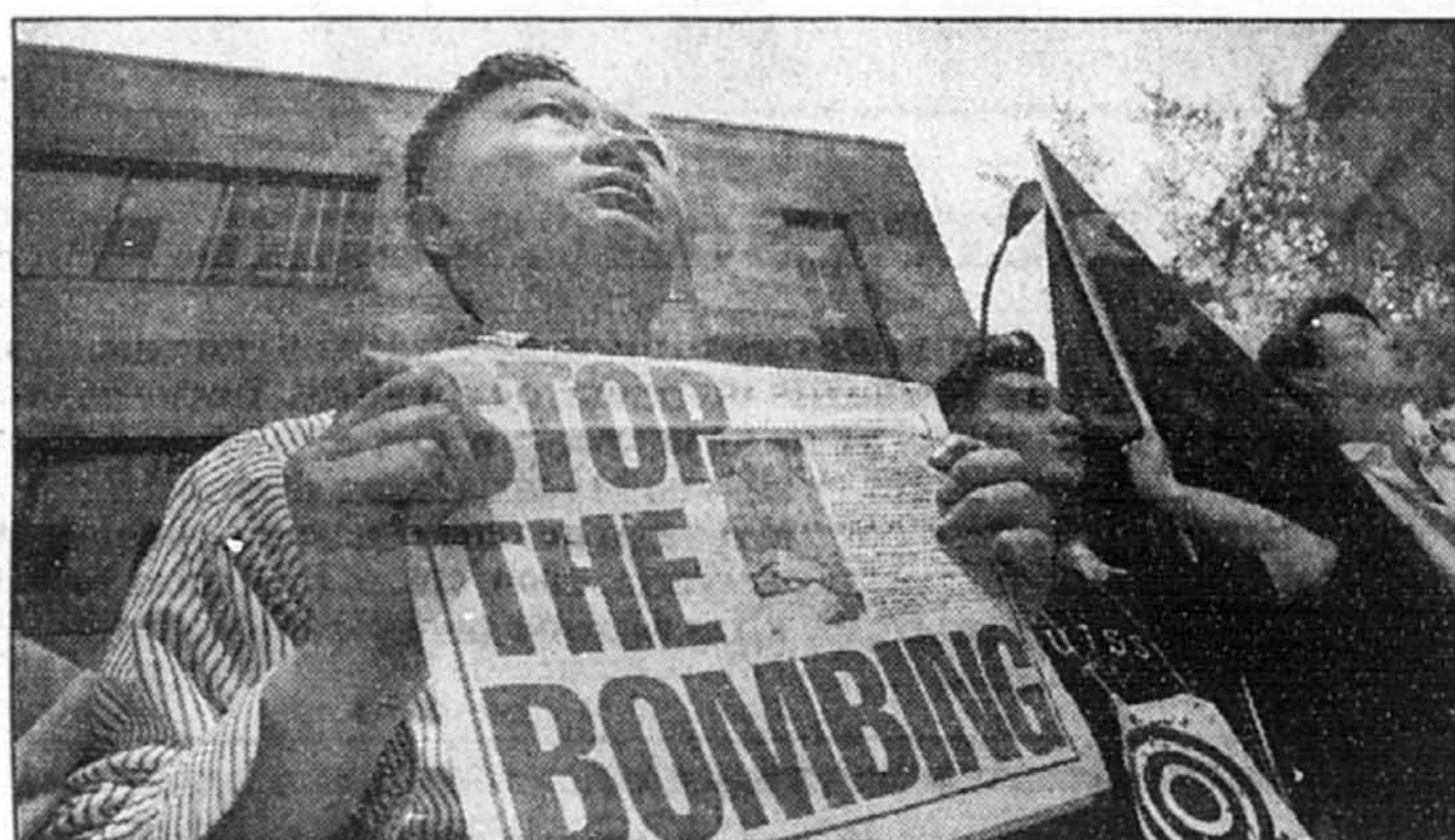
Traversant le Quartier chinois de Montréal par le boulevard Saint-Laurent, le groupe s'est rendu par le boulevard René-Lévesque jusqu'au consulat des États-Unis, rue

Saint-Alexandre. May Chiu, organisatrice de cette manifestation, a demandé aux médias présents de « faire leurs devoirs, c'est-à-dire d'exposer au moins les deux côtés du débat ». Elle reproche aux Américains et aux médias occidentaux de discréditer leur colère et leurs actions de protestation. « Nous ne sommes pas que des personnes « émotives », nos réactions sont justes et modérées », a-t-elle déclaré.

Les manifestants ont scandé des slogans tel « Hey, USA, how many kids did you kill today ? » et d'autres en mandarin. Ils ont entonné l'hymne national chinois. En général, ils ne croient pas à l'explication de l'OTAN qui a qualifié le bombardement d'erreur due à une vieille carte géographique qui n'indiquait pas la présence du bâtiment

de l'ambassade de Chine. « Je ne crois pas que c'est une erreur, a dit Zhongde Yu, programmeur informatique. Avant de bombarder, ils doivent prendre une photo très précise de l'endroit pour programmer les missiles. C'est impossible qu'ils se soient fiés seulement à une vieille carte. » Stéphane Coriveau, de l'organisme Alternatives, a accusé les Américains de tenter par cette guerre de « renforcer leur position stratégique dans cette région et non de défendre les Kosovars ».

Cette manifestation organisée par le comité ad hoc contre la violation de la souveraineté chinoise et pour le respect des droits humains universels s'est déroulée dans le calme. Une première manifestation avait eu lieu à Montréal mercredi dernier.



Des Québécois d'origine chinoise ont manifesté.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

## Camps d'été en cuisine Pour enfants et adolescents

Les cours d'une durée d'une semaine sont offerts les 4 semaines de juillet et les 4 semaines d'août.

Venez nous visiter à notre journée portes ouvertes le dimanche 16 mai de 9 h à 17 h et courez la chance de gagner une semaine de camp d'été pour votre enfant.



ACADÉMIE CULINAIRE

360, rue du Champ-de-Mars, Montréal  
Métro Champ-de-Mars  
Stationnement public gratuit  
Tél. : (514) 393-8111  
www.academieculinaire.com  
Venez voir notre recette du jour sur internet.

## loto-québec résultats

649		2 14 28 30 38 45	
Tirage du	99-05-15	Numéro complémentaire: 1	
GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	24	500,00 \$	
4/6	1368	50,00 \$	
3/6	25 678	5,00 \$	
BONI	59	1 694,92 \$	
SELECTION BONI		2 3 17 48	
CAGNOTTE DE 100 000 \$			
49		3 4	
Tirage du	99-05-15	NUMÉRO: 503385	
GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	5 500 000,00 \$	
6/7+	1	138 277,50 \$	
6/7	50	2 419,80 \$	
5/7	2 868	150,60 \$	
4/7	62 341	10,00 \$	
3/7+	56 264	10,00 \$	
3/7	518 698	partic. grat.	
7		3 7923	
Tirage du	99-05-15	NUMÉRO: 379459	
GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	5 500 000,00 \$	
6/7+	1	138 277,50 \$	
6/7	50	2 419,80 \$	
5/7	2 868	150,60 \$	
4/7	62 341	10,00 \$	
3/7+	56 264	10,00 \$	
3/7	518 698	partic. grat.	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**PILOTER**  
avec une école de première ligne

Prochaine session :  
le 20 mai 18 h 30  
Inscrivez-vous dès maintenant !

**Aerolaxi**  
école de pilotage

6950 route de l'aéroport, St-Hubert, Québec, J3Y 0Y2  
Téléphone : (450) 445-4034  
Fax : (450) 445-2634  
E-mail : aerolaxi@total.net  
Internet : http://www.aerolaxi.ca/

**FONDATION QUÉBÉCOISE DES MALADIES MENTALES**

2120 rue Sherbrooke Est  
Bureau 401  
Montréal QC H2K 1C3  
Tél.: (514) 529-5354  
Télé.: (514) 529-9877

Grande sélection de barbecues  
Prix de 19,99\$ à 3 999,99\$.

**NAPOLEON**

LES EXPERTS EN BARBECUE À MONTRÉAL.

Prestige P 600

**HOGG**

4833, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (514) 934-4644

**DEVENEZ CONSULTANT**

À TEMPS PARTIEL OU À PLEIN TEMPS

Il vous est possible de gagner des revenus substantiels à temps partiel ou à temps plein comme CONSULTANT en travaillant de votre maison ou de votre bureau. Les honoraires moyens chargés par les consultants sont actuellement de 157 \$ l'heure. Assistez à ce séminaire et transformez vos soirées et vos fins de semaine (ou à plein temps) en une source de revenus exceptionnels et atteignez le prestige et la reconnaissance d'être professionnel. Les besoins de consultation croissent actuellement à un rythme de plus de 20 % annuellement.

QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE? Tous les hommes et toutes les femmes qui ont acquis des connaissances au cours de leur vie soit par éducation ou par expérience : administrateurs, ingénieurs, éducateurs, spécialistes en ressources humaines, militaires à la retraite, étudiants gradués, auteurs, retraités, professionnels de la vente et du marketing, spécialistes en informatique, comptables, spécialistes de l'immobilier, avocats, notaires, bref : toutes personnes intéressées à profiter de l'actuelle demande croissante de consultants.

CE QUE VOUS APPRENDREZ DURANT CES 6 HEURES : Comment établir vos honoraires - Comment vendre vos connaissances - Comment établir votre pratique de consultant - Comment établir un besoin permanent pour vos services - Comment éviter de donner vos connaissances gratuitement - Les 9 situations qui requièrent les services de consultant - Comment créer une demande pour vos services - Contrat de performance - Facturation/collecte/contrats - Savoir quand refuser un contrat de consultation - Les opportunités offertes par les gouvernements - et beaucoup d'autres points.

Le 29 mai de 9 h à 16 h  
HOTEL DES GOUVERNEURS  
ÎLE CHARRON, LONGUEUIL

Prix : 195 \$ (matériel de cours inclus)  
Réservez dès maintenant au : (450) 679-0261  
Conférencier : Jacques Lépine M.B.A.  
Groupe Forsythe International Inc.

# Le Grand Prix de Barbotan



**Stéphane Laporte**

collaboration spéciale

**L**a belle Christiane Charrette et Monique Gignac, sa merveilleuse productrice, me regardent les yeux ronds. Attentives et curieuses. Je suis en train d'essayer de les convaincre de collaborer à une émission spéciale sur la Formule 1.

« Les filles, c'est le plus gros show au monde! Le Cirque du Soleil croisé avec la NASA. Des fusées terrestres conduites par des funambules de la vitesse. Vous allez tripper. Mick Jagger, Depardieu, Sharon Stone, Letterman, ils sont tous là. En admiration. Le jet set du monde entier dépense des milliards pour voir Villeneuve, Schumacher et les autres jouer aux autos. Il n'y a pas de sport plus glamour, plus techno, plus mégalomanie. C'est la guerre des étoiles. La vraie! Vous ne pouvez pas passer à côté de ça... »

Mission accomplie. Elles ont envie de découvrir ce monde. Christiane et Monique embarquent! Nous partons rejoindre l'univers du beau Jacques Villeneuve, à Nogaro,

en France. Là où l'écurie BAR tient ses essais entre le Grand Prix de San Marino et celui de Monaco. Dans l'avion, on est tout excité. On plane. On a hâte. La vie des gens riches et célèbres, on arrive!

Nous atterrissons à Toulouse. Christiane, Monique, Pascale, mon assistante, et moi. On récupère, en vitesse, nos bagages et on se présente au comptoir d'Avis. Il nous faut louer une voiture pour gagner notre hôtel, situé à Barbotan-les-Thermes, un village tout près du circuit de Nogaro, dans le Gers. Il n'y a qu'une Renault Scénic à transmission manuelle de disponible. Petit problème. Christiane ne conduit pas. Monique ne conduit presque pas. Et moi, je ne sais conduire que des automatiques. Dire que ce joyeux trio s'en va faire une émission sur les chars! On fait dur! Heureusement, la débrouillardise de Pascale sait conduire une transmission manuelle. Nous sommes sauvés.

En route pour Barbotan-les-Thermes. En route, mais quelle route? Barbotan-les-Thermes n'est indiqué sur aucun panneau. Il nous faut arrêter toutes les dix minutes pour demander notre chemin. Et quand on le demande, les gens de la région ne nous comprennent pas, à cause de notre accent. Et quand les gens de la région finissent par nous dire le chemin, on ne les comprend pas, à cause de leur accent. Après trois heures d'un interminable rallye, nous arrivons enfin à Barbotan-les-Thermes.

J'avais promis à Christiane et Monique, le jet set, le glamour, les stars. Changement de programme! Barbotan, ce n'est pas Monaco. Barbotan, c'est Saint-Chrysostome. Un tout petit village de trois rues, accueillant des personnes âgées venues soigner leurs rhuma-

tismes. Notre hôtel, ce n'est pas le Ritz. C'est la villa des Tilleuls! Pour la vie des gens riches et célèbres, on repassera. Les filles ne me montrent pas trop leur déception. Elles sont gentilles. De toute façon, pour l'instant, on va se coucher. On a sommeil, à cause du décalage.

Le lendemain, toute l'équipe se met au travail. En plus de nous quatre, il y a le fameux Christian Tortora, notre coanimateur, Lise, sa copine, Germain, le réalisateur, Luc et André, les caméramans, Mario, le preneur de son et Maxime, le directeur de production. On tourne durant trois jours. Sur la piste de Nogaro, dans les puits, et dans le paddock. Tortora échange avec Jock Clear, l'ingénieur de Villeneuve, et Patrick Lemarguier, le pilote d'essais de BAR. Et Christiane réalise une brillante entrevue avec le beau Jacques. Loin des grands circuits, les héros de la F1 sont plus ouverts, plus disponibles, plus humains. Plus vrais.

Le boulot terminé, on se retrouve, par un beau samedi après-midi, sur la terrasse du restaurant La Coccinelle située dans la rue Principale, et la seule rue d'ailleurs, de Barbotan-les-Thermes. Et là, le bon Torto se met à raconter ses histoires. Ses histoires de chars. Ses histoires de Belges. Ses histoires de cul. Peu importe lesquelles, elles sont toutes bonnes. Parce que Christian est un magnifique conteur. Un être si attachant que tout ce qu'il dit est doux à entendre. Quand il se tait quelques secondes pour manger son foie gras ou boire son armagnac, c'est Christiane, Monique, Germain ou un autre qui prend la relève. Nous passons toute la journée sous le chaud soleil du sud de la France. À placoter. À rire. À être bien. C'est telle-

ment agréable, que je sais déjà que je me souviendrai de ce moment-là toute ma vie.

Si on était allé à Monaco, au lieu d'aller à Barbotan, on aurait vu Mick Jagger, Depardieu et Sharon Stone. On aurait vu Jacques Villeneuve entouré de poupounes et de milliardaires. On aurait été pressé, bousculé, stressé. À Barbotan, on a vu des petits vieux gentils nous indiquer mille fois le chemin. On a vu Jacques Villeneuve entouré de vrai monde. On a pris le temps d'écouter Tortora nous parler avec amour et passion des yeux de feu de son beau Jacques. On est entré dans le monde de la F1 par la porte d'en arrière. Par la porte de la cuisine. Et on ne le regrette pas. Au contraire.

Si j'avais à convaincre à nouveau Christiane et Monique de collaborer à une émission sur la F1, je leur parlerais du dévouement des mécanos, de la liberté de Villeneuve, de la passion de Torto, des fractions de seconde qu'on essaie de retrancher, et des heures de plaisir que l'on passe à en parler devant un petit rouge. Je ne leur parlerais pas de la technique et de l'argent. Je leur parlerais des hommes et de leur passion. Tout ce que j'ai pu voir ici. Car il n'y avait rien pour nous distraire de l'essentiel.

Mais je n'aurai plus jamais besoin de les convaincre. Car elles aussi, elles l'ont vu. Et elles ont adoré. Elles ont assisté au meilleur Grand Prix de la saison. Le Grand Prix de Barbotan.

■ ■ ■

Quelle est la différence entre Jean Chrétien et un missile de l'OTAN? Il n'y en a pas. Les deux s'écrasent n'importe où!

## L'actif de Fondation a progressé de 80 %

Presse Canadienne QUÉBEC

Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, a connu une progression qualifiée de soutenue par la centrale au cours de son exercice financier se terminant le 31 décembre 1998.

La croissance de l'actif net a été de 80 %, portant l'actif total à près de 67 millions.

D'autre part, le nombre des actionnaires est passé à plus de 15 000, ce qui représente une augmentation de 54 %. Enfin, au terme de son troisième exercice financier, les sommes engagées et les investissements effectués dans les entreprises québécoises totalisaient un peu plus de 14 millions.

Une trentaine de millions se-

ront investis ou engagés dans les entreprises québécoises au 31 décembre 1999.

Au cours de 1998, Fondation a effectué ses premiers investissements dans les entreprises québécoises. Ces investissements ont été réalisés dans les entreprises suivantes: Les Fruits de mer de l'est du Québec (Matane), Algo Québec (Les Méchins), Végétovac (Jonquière), Plate-Forme CPT (Québec), la Coopérative de travail Débitech (Saint-Romuald) et Fenêtres Montmagny (Montmagny).

Jusqu'à présent, plus de 500 emplois ont été maintenus et créés grâce aux investissements directs réalisés par Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi.

## Campagne de sensibilisation aux méfaits de la voiture

MARIE-CLAUDE GIRARD

L'année en cours sera décisive pour la réduction des gaz à effets de serre, estime l'organisme Transport 2000, qui a lancé hier au centre Rockland sa campagne de sensibilisation aux effets de l'automobile sur le réchauffement climatique, la santé et la pollution de l'air.

« Si on ne part pas cette année, on n'arrivera pas à atteindre les objectifs de Kyoto », affirme Jocelyne Beaudet, chargée de projet à Transport 2000. En 1997, à Kyoto, le Canada s'était engagé à réduire de 6 % sous le niveau de 1990 ses émissions de gaz à effets de serre. L'échéancier a été fixé entre 2008 et 2012.

Or, le transport est responsable d'une bonne part des émissions de dioxyde de carbone résultant des activités humaines, note Mme Beaudet. Transport 2000 concentre donc sa campagne en région ur-

baine, là où il serait plus facile de réduire la circulation automobile.

L'organisme a choisi de commencer sa tournée au centre Rockland parce que Mont-Royal dispose d'un train de banlieue de façon discontinue depuis le tournant des années vingt, explique Mme Beaudet. Pour les mêmes raisons, le groupe se rendra la semaine prochaine au centre Fairview, à Pointe-Claire, où s'arrête le train Rigaud-Montréal.

« On ne peut pas seulement blâmer l'industrie. Et on ne peut pas dire aux gens de prendre le transport en commun si le système n'est pas adéquat. » Les efforts de sensibilisation doivent donc atteindre le grand public comme les gouvernements pour que ceux-ci mettent en place des structures favorisant la réduction du transport automobile: stationnement incitatif, voies réservées au covoiturage, prolongement des pistes cyclables.

Les gens qui pourraient utiliser

le train de banlieue sont souvent parmi les moins réceptifs, estime toutefois Mme Beaudet. Afin de les inciter à essayer le train pour se rendre au centre-ville, l'Agence métropolitaine de transport participe à la campagne en donnant environ 110 laissez-passer mensuels de train de banlieue, cachés dans des dépliants de Transport 2000.

Le 31 mai, aux stations Honoré-Beaugrand et Angrignon, on remettra d'autres dépliants dans lesquels auront été glissées un certain nombre de cartes autobus-métro de juin, cadeau cette fois de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal. Une manifestation de gratitude pour les usagers du métro, dit-on, mais aussi une façon de retenir la jeune clientèle qui rêve souvent d'avoir une voiture. La campagne prendra fin le 2 juin, Journée de l'air pur, par des activités en plein air sur l'esplanade de la Place des Arts.

Pour un monde fait à 70% d'eau : des chaussures 100% imperméables.



new balance



BOUTIQUE COURIR

1745, chemin Chambly, LONGUEUIL (Québec) J4J 3X8 (450) 674-4436  
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL (Québec) H2J 2L1 Mt-Royal (514) 499-9600  
2524, boul. Daniel-Johnson, LAVAL (Québec) H7T 2R3 (450) 978-9822

## OFFREZ-VOUS LE SAGUENAY!!!

### CROISIÈRE MARJOLAINE

vous propose une «FABULEUSE AVENTURE»  
Le forfait inclut:  
• Hébergement pour 2 nuits (occ. dble)  
• 2 petits déjeuners  
• Croisière sur le Saguenay à bord de LA MARJOLAINE  
• Dîner à l'auberge du Presbytère de Ste-Rose-du-Nord

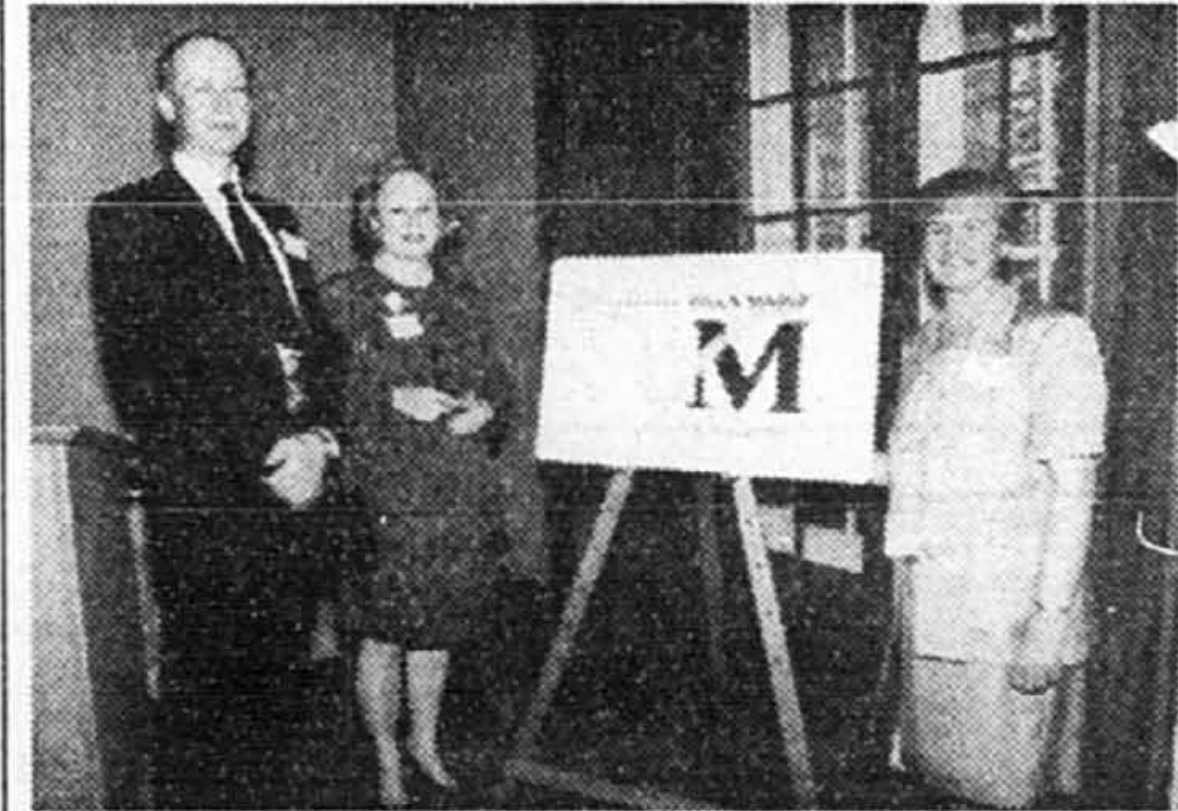
HÉBERGEMENT  
Hotel Le Fitzroy  
Chambre confortable avec vue panoramique sur la rivière Saguenay et Chicoutimi

CROISIÈRE  
D'une demi-journée sur le Saguenay. Semeray à bord de LA MARJOLAINE. L'excursion par notre magnifique bateau une escapade de deux heures au pittoresque petit village de Ste-Rose-du-Nord

DISPONIBLE À PARTIR DU 27 JUIN AU 30 AOÛT 1999  
Réservations sans frais 1-800-368-7248  
Toutes taxes en sus 275019

149<sup>95</sup>\$  
PAR PERS.  
OCC. DOUBLE

### Lancement de la Fondation Villa Maria



De gauche à droite: Laurens Verkade, président de la Fondation Villa Maria; Manon Vennat, présidente d'honneur de la soirée et Sœur Arlita Matte, directrice générale de Villa Maria.

Le lancement officiel de la Fondation Villa Maria s'est tenu le 6 mai dernier.

Villa Maria œuvre depuis plus de 145 ans auprès des jeunes filles et l'objectif principal de la fondation est d'aider l'école à offrir la même éducation de qualité aux générations futures.

Pour renseignements, communiquez au:  
(514) 484-4950, poste 251

23 h 14  
**Les ambulanciers arrivent.**  
MedicAlert  
PARLE POUR VOUS  
1-800-668-6381  
www.medicalert.ca

### Célébrités...

**Philippe Antoine Gosselin**  
Professeur

Félicitations, Antoine! J'éprouve une très grande fierté. Ce titre de professeur, tu le mérites amplement. Étape par étape, tu as bien su graver tous les échelons. Ton but est atteint.  
Bravo, beau Antoine!

Ta mère, Gisèle

Célébrités...  
Pour plus de renseignements  
285-6999 ou 285-7274  
**La Presse**  
Appels interurbains sans frais: 1 (800) 361-5013

Dans le cadre de l'Année internationale des personnes âgées

Avec la précieuse participation du

**THÉÂTRE PARMINOÙ**  
(spectacle interactif)

LE CENTRE ÉDUCATIONNEL INTER-ÂGE du Cégep Marie-Victorin vous invite à son colloque sur

### L'intergénération: les solidarités possibles

Programme

- TABLE RONDE - DÉBAT  
Le rôle de l'éducation pour de nouvelles solidarités à bâtir  
INVITÉS: Jacques Grand'Maison, Marguerite Hogue-Charlebois, Johanne Therrien et Danielle Métras
- CONFÉRENCE - DÉBAT  
L'enjeu de l'emploi et de l'activité des travailleurs vieillissants: la part des entreprises  
INVITÉS: Frédéric Lesemann, Martine D'Amours, Représentants d'entreprises et de syndicats

**Mardi 1<sup>er</sup> juin 1999 de 8 h 30 à 16 h 30**

POUR INFORMATION ET INSCRIPTION: Communiquez avec Jocelyne Dionne, en composant le (514) 278-3535 poste 232

RÉSERVEZ VOTRE PLACE:  
Coût du billet: 50 \$/personne (dîner inclus)

Le colloque aura lieu à la salle Désilets du Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin, Montréal (Québec) H1G 2J6

# Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:  
Têtes d'affiche  
La Presse  
7, rue St-Jacques  
Montréal H2Y 1K9

**U**n Voyage de rêve, à bord d'un rutilant bimoteur Lockheed acquis en 1937 par la Trans Canada Airlines, est organisé par des bénévoles d'Air Canada afin de recueillir des fonds pour permettre à des enfants gravement malades de vivre une journée de rêve à Disney World en Floride (prochaine envolée pour ces enfants, le 9 octobre). Des « tours d'avion » (45 minutes au-dessus de Montréal) seront donc offerts les 4 et 5 juin. Coût : 100 \$. Renseignements : 893-0742.



## Pour la santé des femmes

Le Dr Hans Zingg, directeur du laboratoire d'endocrinologie moléculaire de l'hôpital Royal Victoria, vient d'obtenir l'une des quatre chaires canadiennes de recherche clinique sur la santé des femmes, offertes par la compagnie pharmaceutique Wyeth-Ayerst. Celle-ci lui accorde 100 000 \$ par an pendant cinq ans, en contrepartie d'une contribution égale de l'Université McGill, le Conseil de recherches médicales du Canada offrant 20 000 \$ par an. De gauche à droite : Dr Abraham Fuks, doyen de la faculté de médecine ; Dr Aldo Baumgartner, président de Wyeth-Ayerst ; le Dr Zingg ; le Dr Bernard Leduc, de Wyeth-Ayerst ; et le Dr Denis Roy, du Conseil de recherches médicales.

■ L'Ordre professionnel des physiothérapeutes vient de remettre des prix à ses membres méritants. Le prix d'Excellence de l'Ordre a été remis à Edith Aston McCrimmon, alors que le prix Louise-Brisette (promotion et rayonnement de la profession) a été décerné à Pierre Brassard, du Saguenay. Le prix Bénévolat est allé à Denis Martel, de la région de Québec, et le prix du Conseil interprofessionnel a été attribué à Lorraine Masse, qui a oeuvré à l'Institut de réadaptation de Montréal de 1974 à 1997. Des bourses de recherche (5000 \$) ont été accordées à Lise Dion et Judith Soicher ; une bourse d'études (3500 \$) de type professionnel a été remise à Marie-Christine Richard ; et des subventions de recherche clinique (5000 \$) ont été attribuées à Chantale Dumoulin, Jean-Pierre Dumas, Ellein Kennedy, Jupiter Nakhla et Sylvie Marchand.



Edith  
Aston  
McCrimmon

## Pour la lutte contre le cancer

Le Tout-Montréal s'est retrouvé au Chalet du Mont-Royal pour le traditionnel bal de la Jonquille qui a permis de recueillir 596 000 \$ pour la Société canadienne du cancer (augmentation de 30 %). Parmi les 500 « têtes d'affiche » qui étaient de l'événement, on retrouve ici : Olivier Schlegel (Swissair), Michèle Veuille-Paulin (Jiestal), Mats Nilsson (Volvo), Thérèse Nielson, Hans Fluehler (Canfahel), la ministre Lucienne Robillard, Raphaël Delacombaz (Union des banques suisses), et Suzanne Brillant-Fluehler.



■ Leucan (Association pour les enfants atteints de cancer) compte bien recueillir un million de dollars grâce au concours du comité d'honneur composé de Luigi Carola, des Expos ; Jean-Marc Eustache, de Transat A.T. ; Yves Gosselin, de Sico ; Antonio Pinho, d'Hydro-Québec ; Jean Moreau, de Domtar ; Michel Lagacé, de Radio-Plus ; ainsi que Jacques Chénier et Claude Robillard, respectivement président et directeur général de Leucan. L'association vise l'amélioration des traitements du cancer et l'élimination des séquelles qui en découlent.

■ La section montréalaise de l'Association des femmes diplômées des universités soulignera son cinquantenaire à l'occasion d'un dîner-gala qui se tiendra le samedi 29 mai, sous la présidence d'honneur de Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec, au club Saint-Denis. Ndèye Fall, responsable canadienne de l'Unesco (Fonds des Nations unies pour l'enfance) prononcera une allocution sur les fonctions de l'ONU. Renseignements : 488-6854.

■ C'est sous la présidence d'honneur de Michèle Perryman, vice-présidente aux ressources humaines chez KPMG, que se tiendra le lundi 16 août au club de golf Saint-Raphaël de l'île Bizard, le onzième tournoi de golf de la Fondation des prix de l'Association des femmes d'affaires du Québec. Coût : 180 \$ (100 \$ pour le souper seulement). Renseignements : (450) 435-0070.



Michèle  
Perryman

■ Maman Dion, comme on nomme familièrement la mère de la chanteuse Céline Dion, a tenu son premier bal de la fête des Mères, activité-bénéfice qui s'est tenue sous la présidence d'honneur du lieutenant-gouverneur Lise Thibault. Les fonds recueillis permettront de venir en aide pendant une année entière à une famille dans le besoin. La fondation Achille-Tanguay (du nom du père de Thérèse Tanguay-Dion, qui en est la présidente) vise également à souligner l'action bénévole d'une mère, au service d'une communauté défavorisée. Des Méritas ont été remis à Carole Bachand, de la fondation ; ainsi qu'à Giselle Juneau, et Doris Guénette-Neveu.



Thérèse  
Tanguay-Dion

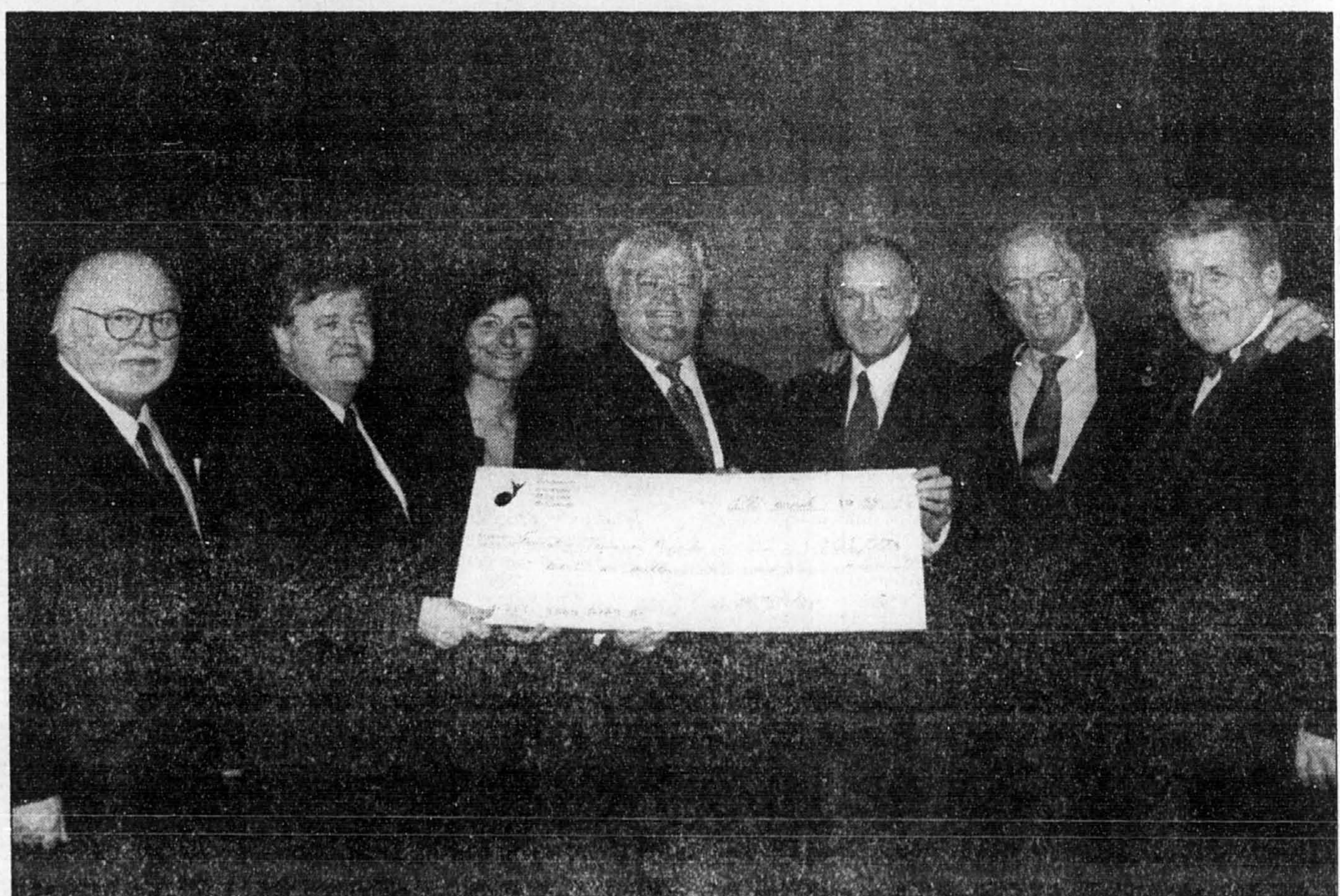
■ Professeur chercheur à l'Institut de cardiologie de Québec (Université Laval), le Dr Philippe Pibarot vient de recevoir une subvention de 200 000 \$ du Fonds de Téléve de la Fondation canadienne pour l'innovation, représentant 40 % du financement du projet qu'il doit mener. Le gouvernement du Québec a accordé une somme équivalente, l'Institut de cardiologie et la compagnie Hewlett Packard complétant le financement du projet de 500 000 \$ d'études sur les maladies valvulaires cardiaques.



Philippe  
Pibarot

## Soirée-bénéfice du TNM

La visite des coulisses offerte aux donateurs du Théâtre du Nouveau Monde qui devaient également participer à l'encan au profit de la compagnie théâtrale, a permis de recueillir 165 000 \$. Les hôtes de la soirée étaient Rémy Girard et Sylvie Lalande, présidents d'honneurs de la soirée-bénéfice.



## Jeunesses Musicales : 101 000 \$

Le dîner-encan de la fondation Jeunesses Musicales du Canada, qui s'est tenu au Cabaret du Casino de Montréal sous la présidence d'honneur d'André Caillé, PDG d'Hydro-Québec, a rapporté 101 600 \$. Dans l'ordre habituel : Jacques Lefebvre, Jacques Boucher, Chantal Boulanger, Jacques Gagné, André Bourbeau, Joseph Rouleau (président des Jeunesses Musicales) et Pier Furness.

# L'Alzheimer affecte autrement les proches du malade



Lilianne Lacroix

« J'ai perdu une grande amie et une grande confidente. »

Depuis des années, Lilianne Lemieux voit l'esprit de sa mère mourir à petit feu, rongé par la maladie d'Alzheimer.

Des deuils, elle n'a pas cessé d'en faire : tranquillement, sa mère, Cécile Hamel-Lemieux, a perdu ses capacités (de se laver seule, de manger seule, de marcher) et jusqu'à ses moindres souvenirs. La femme cultivée, l'encyclopédie vivante qu'elle avait connue jusque-là, s'est effacée doucement. Un jour, elle a cessé de parler. Puis, elle a été incapable de donner un petit bec sur la joue tendue de sa fille. Depuis des mois, elle ne la reconnaît plus. Un jour, Mme Lemieux sait qu'elle ne verra même plus dans les yeux de sa mère cette petite lueur qui s'allume encore quand elle s'approche. « Je pense qu'elle réalise encore que je suis une personne significative, qu'avec moi, elle est bien. »

Pendant deux ans après la mort de son père, alors même qu'elle venait de subir une chirurgie cardiaque, Mme Lemieux a accueilli sa mère. Au début, elles allaient encore magasiner ensemble, jasaient, elles s'entraidaient pour la cuisine. Sa mère se répétait beaucoup, mais au moins elles parlaient ensemble.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

On s'oublie, on donne, on donne puis on craque, dit Lilianne Lemieux, qui accompagne depuis des années sa mère qui souffre de la maladie d'Alzheimer.

Puis, les choses ont empiré : tranquillement, mine de rien, Mme Lemieux a pris la charge des cartes

de débit que sa mère égarait, de la carte d'assurance-maladie, de l'argent. Sa mère était maintenant in-

capable de sélectionner ses vêtements le matin, il lui arrivait de laisser une plaque de la cuisinière allumée. Mais le pire, c'est que sa mère ne dormait presque plus, à peine deux heures par nuit. Parfois, consciente que les choses ne tournaient pas rond, elle pleurait tout doucement dans sa chambre.

« J'étais tellement inquiète que je ne dormais pas non plus, avoue Mme Lemieux. Elle se levait, mettait ses bagues, faisait son lit sans réaliser l'heure. Dans la journée, elle faisait constamment du ménage, mettait les porte-monnaie l'un dans l'autre puis cachait ça sous son lit. »

Épuisée, découragée, envisageant même le suicide, Mme Lemieux a songé au centre d'accueil. « Quand je suis allée la reconduire, c'est comme si j'avais laissé mon bébé sur le perron d'un orphelinat. Ça m'arrachait les tripes. »

Heureusement, sa mère a adoré son nouveau chez-soi. « Si elle avait pleuré, si je l'avais sentie malheureuse, je ne sais pas comment je m'en serais sortie. » Active, participant aux activités, chantant et jouant du piano pour les autres pensionnaires, sa mère s'en tirait bien. Puis, son état s'est dégradé. En mars 1995, finalement, on diagnostiquait la maladie d'Alzheimer. « J'ai alors reçu un coup de fouet en plein visage. Malgré tous les signes, je ne réalisais pas. Ce jour-là, j'ai vu sur le scanner les plaques blanches causées par la maladie et j'ai compris que j'allais la perdre », dit Mme Lemieux, dont les frères et soeurs sont pour la plupart éloignés.

Si sa mère, qui a maintenant 81 ans, ne demeure pas avec elle, Mme Lemieux n'en est pas moins présente quasi constamment à ses côtés. Elle la lave, la coiffe, lui coupe les ongles, la change de

culotte, l'habille élégamment et la parfume, comme elle avait toujours été avant. « Mais maintenant, elle est déconnectée. Je sais que c'est le dernier chapitre. Même si elle n'en a pas l'air à cause des soins dont on l'entoure, elle est à la phase 7, la dernière phase de la maladie. À ce point, ce n'est pas elle qui souffre, c'est moi. Je me sens abandonnée, personne ne pourra jamais la remplacer », dit Mme Lemieux.

Alors qu'elle allait céder au découragement, Mme Lemieux, qui passait dix heures par jour auprès de sa mère, sept jours par semaine, a eu un signe du Ciel. Sa mère ayant reçu deux petits héritages, elle a pu embaucher une dame de compagnie pour en prendre charge pendant quelques heures et lui donner un peu de repos. « On s'oublie là-dedans, on donne, on donne et puis on craque ! » Là encore, elle a dû faire un gros deuil. « Qu'il s'agisse de la dame de compagnie ou des employés de la résidence, ça m'a pris du temps à me rentrer dans la tête que quelqu'un d'autre pouvait faire certaines choses à ma place. Je suis en train de changer de mentalité. Faut que je leur fasse confiance un peu. Je ne puis pas être là 24 heures sur 24. »

« Je la lave avec tout le respect que j'ai toujours eu pour ma mère et le soir, je la borde comme un petit bébé. Elle est tout cela à la fois : ma mère et mon bébé », déclare Mme Lemieux dont les deux fils sont adultes.

Au-delà de ce que vit sa mère, au-delà de la mort qui approche, Mme Lemieux a peur. Peur pour elle-même. « Plusieurs de mes tantes et cousines ont été atteintes. Je sais que cela pourrait m'arriver. J'espère seulement que quelqu'un m'aimera alors autant que je l'ai aimée, elle », dit-elle en coulant un regard tendre vers la vieille dame endormie.

## Il n'est pas normal de perdre la mémoire en vieillissant

LILIANNE LACROIX

N'on, il n'est pas normal de perdre la mémoire en vieillissant. Si vous comprenez cela, c'est déjà beaucoup.

Neurologue spécialisé dans la maladie d'Alzheimer, le Dr Alain Robillard tient à détruire ce mythe et espère que les gens consulteront au plus tôt si leurs proches affichent des troubles de mémoire.

« Avant, on s'arrêtait au diagnostic et on renvoyait le monde à la maison. Maintenant, il y a des traitements à offrir, des médicaments ayant démontré leur efficacité. »

Au-delà de l'Aricept qui a fourni des résultats prometteurs et stoppé l'évolution de la maladie chez certains patients, d'autres thérapies sont expérimentées, qu'il s'agisse de la vitamine E, du ginkgo biloba (en lequel le spécialiste n'a aucune confiance), des remplacements hormonaux, des anti-inflammatoires ou des neuroprotecteurs qui tentent de prévenir la mort de la cellule. « En fait, de plus en plus, on a re-

cours à des traitements combinés pour tenter de contrôler la maladie dont on ne connaît pas encore la cause exacte », explique-t-il.

Tout ce qu'on sait, c'est que l'acétylcholine est présente en moins grande quantité dans le cerveau des malades. Pourquoi ? On ne le sait pas encore.

« Un diagnostic précoce donne un accès rapide aux ressources d'information et de soutien pour les familles et aux traitements disponibles pour les malades. On ne peut pas encore envisager de guérison, mais une stabilisation de la maladie est déjà une grande victoire », explique le Dr Robillard.

Perte de mémoire du passé récent puis éloigné, difficulté à exécuter des tâches motrices familières (mettre la clé dans la serrure ou brancher le grille-pain), problèmes de langage, désorientation dans le temps et l'espace, affaiblissement du jugement, changements d'humeur et de comportement... la maladie d'Alzheimer vient sournoisement dérober l'essence même d'une personne : sa capacité de penser, ses souvenirs et jusqu'à sa personnalité.

### La maladie en chiffres

- La maladie d'Alzheimer affecte 5,1 % des plus de 65 ans et 26,1 % des 85 ans et plus. C'est la forme la plus courante de démence.
- Un quart de million de Canadiens sont affectés et on prévoit qu'un demi-million en souffriront en 2031. Chaque année, on recense entre 25 000 et 30 000 nouveaux cas.
- Les coûts pour la société de la

maladie d'Alzheimer sont de trois milliards par an. Selon le stade d'avancement de la maladie, il peut en coûter jusqu'à 36 000 \$ annuellement pour chaque victime.

■ La maladie dure en moyenne de huit à dix ans, entre le moment du diagnostic et celui du décès.

■ Quarante pour cent des aidants souffrent d'épuisement et 40 % des aidants souffrent de dépression.

Avec le temps, le malade ne saura même plus manger, ni marcher, et deviendra totalement dépendant.

Infirmière et agente de recherche au Centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal, Marie Gendron travaille depuis plus de dix ans auprès des victimes et de leur famille. « Non seulement les personnes atteintes ne savent plus communiquer, elles ne savent même plus qui elles sont,

dit-elle. Leur problème en est surtout un de relations avec les autres évidemment, mais d'abord avec elles-mêmes. Elles deviennent comme des étrangères qui ne parlent plus la langue du pays où elles se trouvent. »

Selon Mme Gendron, les malades décodent toutefois le langage non verbal bien longtemps après que leur capacité de communiquer a été altérée ou a même disparu totalement. Pour elle, le fait de cō-

toyer les malades constitue un véritable enrichissement : « Ce sont des gens sans masque, tellement vrais... »

Comme tous les autres intervenants, Mme Gendron considère que la famille tout autant que la personne atteinte doit être soutenue. C'est dans ce but qu'elle travaille à mettre sur pied pour l'été prochain un service de répit pour les aidants naturels. Pour leur permettre de prendre des vacances, elle ira elle-même prendre soin de leurs proches dans leur domicile. « Trop souvent les gens hésitent à prendre des vacances. S'ils se décident finalement, il arrive souvent qu'après ce court placement, leur proche soit encore plus malade qu'avant. Le changement d'environnement, combiné au changement humain, représente souvent trop de stress pour le malade. En laissant le malade dans son milieu, on lui permet de vivre cette période sans heurt. »

Convaincue que l'expérience sera positive, Mme Gendron envisage déjà de mettre sur pied dans un proche avenir une équipe pour répondre aux besoins de répit des aidants naturels.

## Projet de fusion entre Saint-Jovite et Mont-Tremblant

MARIE-CLAUDE GIRARD

Afin de profiter des subventions aux fusions qui prennent fin le 30 juin, le maire de Saint-Jovite a proposé à la ministre des Affaires municipales de lui faire parvenir sous peu une demande de regroupement de la municipalité et de la paroisse du même nom, le tout assorti d'une demande d'étude pour une éventuelle fusion avec Mont-Tremblant.

Selon le maire Pierre Pilon, Louise Harel a accueilli favorablement cette suggestion et a convenu de contacter prochainement les deux maires.

La proposition a l'avantage de satisfaire à la fois M. Pilon, qui souhaite depuis longtemps la fusion avec la paroisse de Saint-Jovite, et le maire de celle-ci, Maurice Giroux, qui ne veut pas d'une fusion des deux entités à moins qu'elle englobe aussi le village de Mont-Tremblant.

On prévoit toutefois que ce dernier ne sera pas très chaud à l'idée. La ministre participait vendredi

soir à un souper bénéfique du Parti québécois dans le comté de Bertrand. Après son discours, elle s'est entretenue avec les maires de la municipalité et de la paroisse de Saint-Jovite.

Mme Harel s'est montrée sensible à l'importance d'établir une certaine équité dans la région.

Mont-Tremblant connaît une prospérité extraordinaire avec le développement de la station touristique par Intrawest. De leur côté, les villes voisines estiment ne pas recevoir leur juste part des retombées.

Sur la forme et les moyens, rien n'a été décidé. Mme Harel a mentionné la possibilité d'un projet de loi privé sur la fusion de Saint-Jovite et Mont-Tremblant, ont indiqué MM. Giroux et Pilon.

Le député susceptible de présenter un tel projet de loi, Claude Cousineau, du comté de Bertrand, est aussi l'adjoint parlementaire de Mme Harel. Il a également été préfet de la MRC des Laurentides.

« De toute façon, après le 30 juin, les fusions vont être forcées »,

dit M. Pilon. Aussi bien aller de l'avant tout de suite pour toucher les 100 \$ de subvention par habitant, soit 640 000 \$. Une fois la fusion autorisée, il serait possible de retarder les choses pour fusionner en même temps avec Mont-Tremblant, croit-il.

Avant de procéder, la proposition devra d'abord être adoptée par les conseils municipaux de Saint-Jovite, ville et paroisse.

L'ouverture manifestée par la ministre a soulevé l'enthousiasme de M. Giroux, lequel prône depuis deux ans une fusion avec Mont-Tremblant. « Elle vient de nous mettre au monde. »

« La ministre est très consciente qu'il y a quelque chose à faire », confirme son attachée de presse, Annick Bélanger, soulignant que les réflexions se poursuivent aussi dans le cadre d'une réforme plus globale.

La ministre a indiqué qu'elle voulait en discuter avec ses collègues, notamment avec Jacques Léonard, président du Conseil du Trésor et ministre responsable des Laurentides.

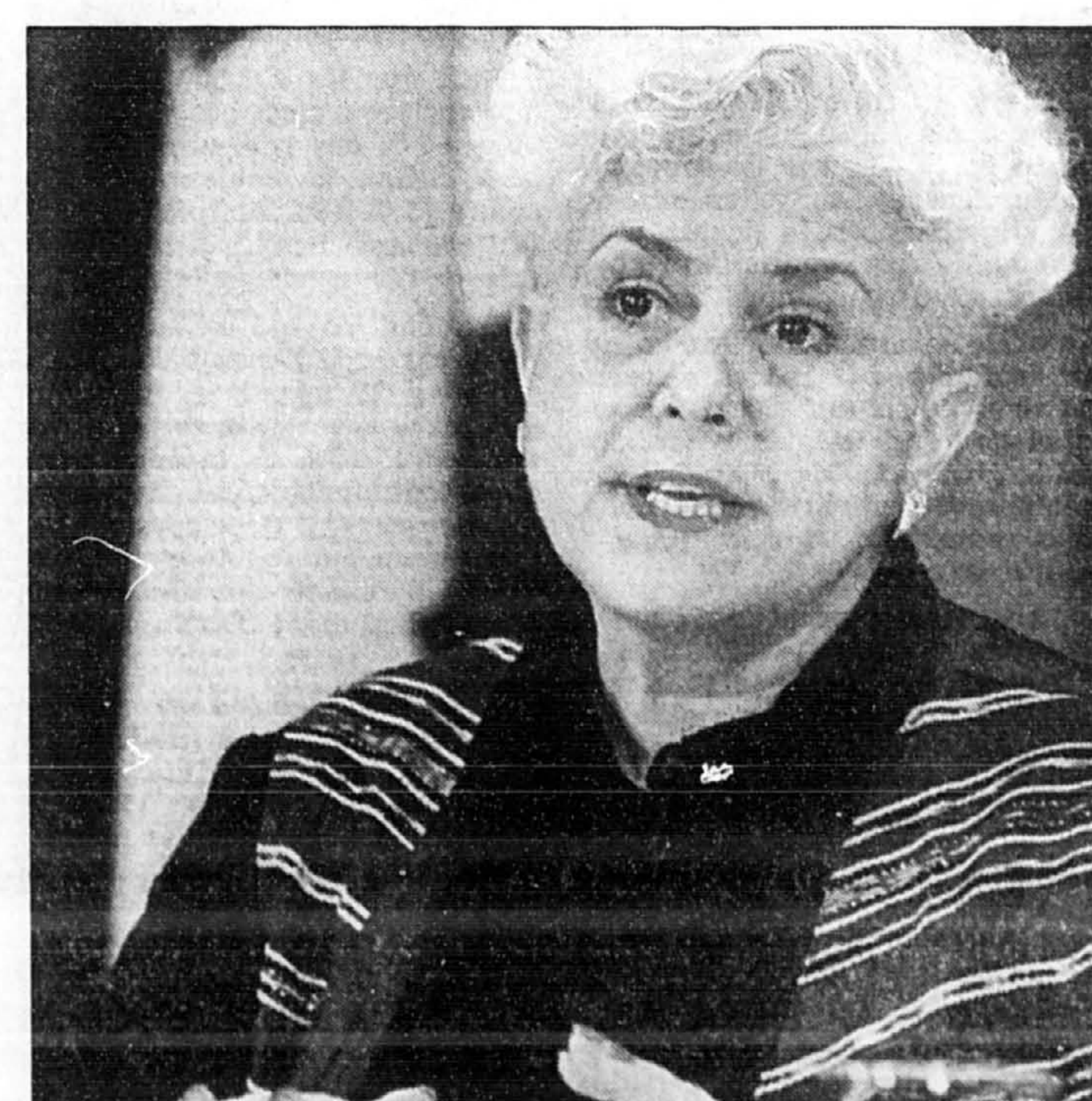


PHOTO PC

Louise Harel a accueilli favorablement cette suggestion et a convenu de contacter prochainement les deux maires.

# Les «Kosovars» d'Israël

« On nous dit :

' Vous, les Palestiniens, n'avez pas d'affaire à Jérusalem. On vous tolère parce que vous nous êtes utiles. Mais pour le reste, restez chez vous ! ' »



PHOTO MARIO FONTAINE, La Presse

Une touche kosovare chez ces manifestants palestiniens, aux portes de Jérusalem.

Ce professionnel de 41 ans est un de ces 100 000 Palestiniens dont la vie quotidienne est sérieusement perturbée par le climat de guerre froide entre les deux communautés. Ces gens se rendent chaque jour en territoire israélien pour y travailler. Pour un étranger, rien de plus facile que de passer d'un territoire à l'autre. Pour un Palestinien, il faut montrer patte blanche.

Une route mène de Ramallah, en territoire palestinien, à Jérusalem, à quelques kilomètres de là à peine. Au *check point*, comme on dit là-bas, des glissières de béton la transformant en goulot, gardé par une demi-douzaine de soldats israéliens la mitrailleuse sur l'épaule.

## Un mirador, des barbelés

C'est que les territoires occupés sont bouclés par l'armée israélienne depuis leur annexion en 1967, à la suite de la guerre des Six Jours. Pour les quitter, il faut une bonne raison, et avoir en poche les autorisations nécessaires. En général, Rauf Malki a les papiers qu'il faut. Quand il ne les a pas, c'est encore plus simple : il saute la clôture.

C'est ce qu'on a fait ce jour-là. Une opération assez facile, que des centaines d'autres font quotidiennement. Les soldats israéliens, situés à 200 mètres à tout casser, ne nous voient pas ou font semblant de nous ignorer. On discute un moment pour paraître naturel, puis on enjambe vite fait un parapet pas trop élevé. La veille, la surveillance

était autrement plus serrée : c'était jour de fête nationale en Israël. Quand il y a des troubles, de la violence dans l'air, des occasions spéciales, la frontière se referme comme une huître.

« Si on se fait prendre, on risque une amende ou encore un an de prison. Si on ne répond pas aux sommations des militaires, ils tirent des balles en caoutchouc. Cela peut vous casser une jambe, et même vous tuer », raconte M. Malki. Dans le centre de la balle de caoutchouc, il y a une boule de métal...

La véritable rancœur ne vient toutefois pas de ces complications pratiques, fait-il valoir, qui lui coûtent tout de même une heure en perte de temps chaque jour. Ça fait dix ans qu'il se paie ce manège, il

est habitué. Des milliers d'autres font pareil.

« C'est surtout le message que cela transmet qui choque, explique-t-il. On nous dit : 'Vous, les Palestiniens, n'avez pas d'affaire à Jérusalem. On vous tolère parce que vous nous êtes utiles. Mais pour le reste, restez chez vous.' »

Une jeune femme, Nadine, nous rejoint après avoir elle aussi sauté la clôture. Elle déjoue les autorités tous les jours : « Les permis sont difficiles à obtenir, ils sont temporaires et les fonctionnaires israéliens sont super-tâtillons, dit-elle. Je préfère tricher que de m'astreindre à cela. »

C'est faisable à Ramallah, à Bethléem, à certains autres points de passage. En revanche, les Palestiniens installés à Gaza ne doivent même pas y penser. Le *check point* qui relie cette mince bande de terre (8 km de large sur 40 de long) est, dit-on, le plus sévèrement gardé au monde après ceux liant les deux Corées.

Pour le traverser, il faut compter 45 bonnes minutes : cinq contrôles du côté israélien, vérification de photos, des questions en quantité. Puis une marche de 500 mètres dans un *no man's land* fait de barbelés et de hauts murs de ciment, puisque la voiture est restée dans un stationnement à l'entrée du poste. L'y faire entrer, et surtout ressortir, prendrait une éternité. Et le manège reprend du côté palestinien.

Un convoi d'une cinquantaine de camions palestiniens attendait ce jour-là depuis des heures la permission de passer vers Israël. Les chauffeurs jouent aux cartes sous les remorques pour échapper à la chaleur, espérant le signal du départ. Ils seront escortés jusqu'en Cisjordanie d'une traite, mais pas avant d'avoir été inspectés par des gardes israéliens équipés de gants blancs, qui détectent les plus infimes poussières d'explosifs.

Les chiens renifleurs s'activent. Les panneaux des moteurs ont été enlevés depuis longtemps, pour éviter l'acheminement d'armes ou même de terroristes. En un sens, Rauf Malki a de la chance de vivre à Ramallah : à Gaza, les clôtures sont infranchissables.



Mario Fontaine

envoyé spécial,  
RAMALLAH

Les Palestiniens devront prendre leur mal en patience, quel que soit le résultat des élections israéliennes de demain. Ils s'y attendent et ne fondent pas de grands espoirs quant à une résolution rapide du contentieux Israël-Palestine.

Les grands partis ont en effet tous promis des négociations serrées avec les 1,8 million d'Arabes installés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le dossier le plus litigieux de l'État juif depuis sa création, en 1948.

Ce qui n'empêche pas les Palestiniens de suivre la campagne électorale avec attention, même s'ils n'ont pas droit de vote, n'étant pas citoyens israéliens. Chacun prédit que ça jouera dur dans les prochains mois, mais à tout prendre, ils préféreraient un gouvernement dirigé par le travailliste Ehud Barak plutôt que par le premier ministre sortant, le conservateur Benjamin Netanyahu. Celui-ci a durci le ton tout au long de sa campagne, alors que Barak se montrait plus ouvert au processus de paix.

« Netanyahu n'aurait pas demandé mieux qu'une attaque terroriste avant le scrutin. Cela lui aurait permis de bomber encore plus le torse », estime Rauf Malki, un architecte qui demeure à Ramallah. Selon lui, Ehud Barak ne serait pas vraiment plus accommodant que Netanyahu. Mais peut-être, dit-il, respecterait-il davantage les ententes internationales, comme Wye River. Peut-être aussi serait-il plus honnête dans les négociations.

## Le banquier Edmund Ho, formé au Canada, est appelé à diriger Macao

Associated Press  
MACAO

Edmund Ho, un banquier de 44 ans formé au Canada, a été choisi hier pour diriger Macao à partir de la fin de l'année après plus de quatre siècles de présence portugaise.

Macao revient en effet dans le giron chinois le 20 décembre prochain après 442 ans de souveraineté du Portugal sur ce territoire de 16 kilomètres carrés peuplé d'un peu moins d'un demi-million d'habitants situé face à Hong Kong.

M. Ho a battu Stanley Au, un autre banquier, par 163 voix contre 34 dans ce scrutin historique auquel participait uniquement un Comité de sélection de 199 membres, composé essentiellement de notables locaux. Le vote avait lieu à bulletins secrets.

Lorsque le Portugal aura remis à la Chine les clés de la ville-colonie, Macao deviendra à son tour une « région administrative spéciale » jouissant d'une large autonomie à l'instar de Hong Kong, rendue par la Grande-Bretagne en juillet 1997. C'est la première fois qu'une personnalité locale dirigera le territoire. M. Ho remplacera l'actuel gouverneur, le général Vasco Rocha Vieira.

Edmund Ho est à la tête de la Tai Fung Bank, une institution financière familiale. Son père, Ho Yin, qui avait été surnommé « Monsieur Macao », a dominé la scène locale pendant plusieurs décennies. Il est mort en 1983. « Aujourd'hui, le

peuple de Macao élit son propre chef », a déclaré le vice-premier ministre chinois Qian Qichen, venu présider le scrutin. Celui-ci va contribuer « au développement et à la stabilité à long terme de Macao », a ajouté le représentant de Pékin.

Bien que les 450 000 habitants de l'enclave n'aient pas le droit de vote, 65 % des personnes interrogées étaient favorables à M. Ho contre 15 % à M. Au, président de la Delta Asia Bank, selon un sondage de l'université de Macao.

Edmund Ho, qui est aussi vice-président de l'assemblée locale comptant 23 membres, est populaire dans la majorité chinoise qui représente 97 % de la population de ce territoire colonisé par le Portugal en 1557. Il siège aussi au comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise au sein duquel il est le seul représentant de Macao.

Le prochain gouverneur va devoir lutter contre les triades, des gangs qui se livrent une guerre sans merci qui a déjà fait 15 morts depuis le début de l'année pour le contrôle des salles de jeu, colonne vertébrale de l'économie du territoire. Il s'est engagé à réformer cette « industrie ».

« C'est un bon politicien. Je pense qu'il a été formé pour ce poste depuis très longtemps. Il est tout à fait accepté par la communauté », a déclaré José Morgado, le seul Portugais du Comité de sélection.

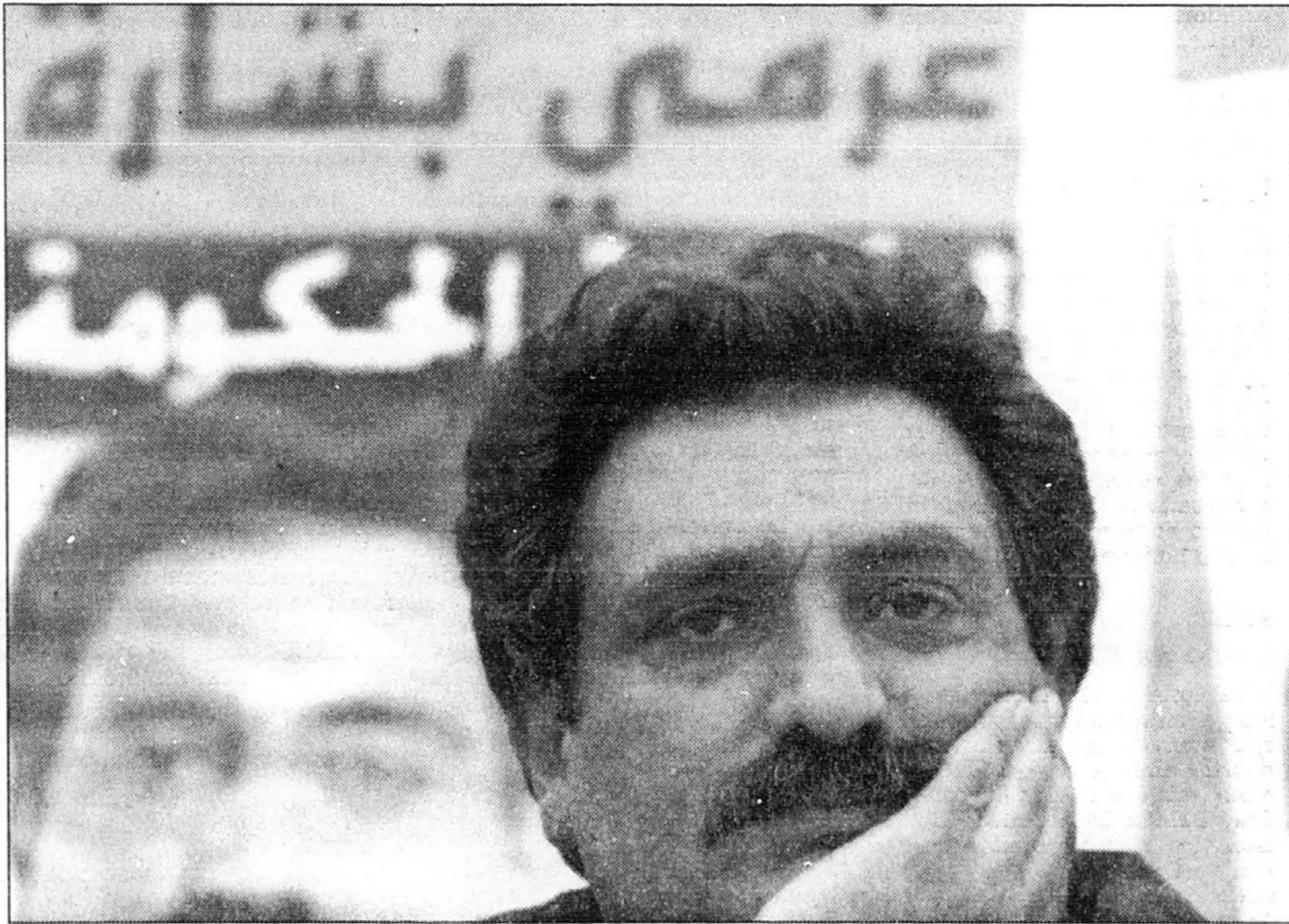


PHOTO REUTERS

Azmi Bishara, ex-candidat arabe au poste de premier ministre en Israël. Une démission, disent des observateurs, qui pourrait aider le premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, dit la légende transmise par Reuter. La dépêche d'AP, ci-bas, donne à penser le contraire.

## Élections israéliennes : le candidat arabe Azmi Bishara tire sa révérence

Associated Press  
NAZARETH

À moins de deux jours du début du scrutin, demain, l'unique et premier candidat arabe aux élections générales israéliennes, Azmi Bishara, s'est officiellement retiré hier de la course.

« Maintenant vous pouvez être assurés que Netanyahu a perdu la course », a déclaré Azmi Bishara lors d'une conférence de presse dans la ville à majorité arabe de Nazareth. Il a en effet expliqué qu'il avait pris cette décision, car il

pensait que son maintien pouvait entamer les chances de renverser le Premier ministre sortant, candidat du Likoud.

Azmi Bishara était crédité de 2 % d'intentions de vote. Son retrait pourrait donner un coup de pouce à Ehoud Barak. Selon ses conseillers, sa décision fait suite à une journée de discussions avec le camp d'Ehoud Barak, qui se trouve pour l'heure en tête des sondages. Azmi Bishara a précisé qu'aucun accord écrit n'avait été conclu avec Ehoud Barak, mais que celui-ci

s'était engagé informellement sur plusieurs points concernant les arabes israéliens.

Âgé de 42 ans, M. Bishara, chrétien défenseur de l'État laïc, milite pour l'égalité des droits du million de citoyens arabes d'Israël (11 % des 4,3 millions d'Israéliens). Soutenu par le Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité (FDPE, Hadash), il préconise la création d'un État binational pour les Israéliens et les Palestiniens. Les Arabes israéliens détiennent 12 des 120 sièges à la Knesset.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



TURQUIE

## Députée déchue

Le président turc Suleyman Demirel a ratifié un décret du conseil des ministres privant de la nationalité turque la députée islamiste Merve Kavakci, qui a provoqué un scandale (voir la page voisine) en portant le foulard islamique au parlement, a annoncé le premier ministre turc Bulent Ecevit. Le décret prendra effet dès qu'il sera publié dans le journal officiel. Il sera remis au Haut Comité électoral, chargé des affaires électorales en Turquie, qui pourrait retirer le mandat de député de Mme Kavakci, qui, privée de la nationalité turque, ne pourra plus siéger au parlement.

d'après AFP

IRAK

## Nouvelles frappes

Des avions américains et britanniques ont bombardé des installations civiles en Irak, situées au sud du 36<sup>e</sup> parallèle, hors de la zone d'exclusion aérienne, a affirmé un porte-parole-militaire irakien. C'est la première fois depuis la campagne aérienne menée en décembre par les États-Unis et la Grande-Bretagne que Bagdad fait état de raids sur une région située à l'extérieur des zones d'exclusion aérienne décrétées par les alliés et qui couvrent le territoire irakien au nord du 36<sup>e</sup> parallèle et au sud du 33<sup>e</sup> parallèle.

d'après AFP

LIBYE

## Sommet africain

La République démocratique du Congo (RDC) a accepté de « dialoguer avec l'opposition », a annoncé un sommet de six chefs d'État africains, réuni par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi à Syrte. Le sommet a arrêté le principe d'une réunion à Lusaka des ministres des Affaires étrangères des pays concernés par le conflit en RDC et d'un sommet pour « approuver une solution du conflit », sans fixer de dates à ces deux rencontres.

d'après AFP

PAYS-BAS

## Appel pour la paix

La conférence de l'« Appel de La Haye pour la paix », qui a réuni pendant quatre jours plus de 6000 militants pacifistes du monde entier, s'est terminée par le lancement d'un appel à la fin des hostilités au Kosovo. Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion, les participants ont demandé « la fin immédiate de la guerre (...) au Kosovo, en Serbie et au Monténégro », le retour des réfugiés, un accès des organisations humanitaires au Kosovo et le redéploiement sur place d'observateurs de l'OSCE.

d'après AFP

SYRIE

## Visite de Khatami

La Syrie et l'Iran ont affirmé leur détermination à s'opposer aux « visées expansionnistes » d'Israël dans la région à la fin d'une visite à Damas du président iranien Mohammad Khatami. Les deux pays ont affirmé leur volonté de « coopérer pour renforcer les capacités des pays de la région (...) pour faire barrage aux visées d'expansion d'Israël », dans un communiqué commun. M. Khatami a quitté Damas pour l'Arabie Saoudite, deuxième étape d'une tournée arabe.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS

## L'atome chinois

La Chine a obtenu plus d'informations sensibles sur des armes nucléaires américaines que les responsables à Washington ne le pensaient, selon un rapport secret du Congrès, a rapporté la chaîne CNN. La Chine a obtenu des informations sur sept armes de l'arsenal nucléaire américain, dont l'ogive W-88 du missile Trident destiné aux sous-marins, sur le missile M-87 et le missile de longue portée Minuteman, a affirmé la chaîne, citant un rapport d'une commission de la Chambre des représentants, sur les transferts de technologie à la Chine.

d'après AFP

# Elsine échappe à la destitution

## Centristes et nationalistes auraient fait front commun contre les communistes

AP, AFP  
MOSCOU

Au terme de trois jours de débats d'une extrême confusion et de tractations multiples, les députés de la Douma, chambre basse du Parlement russe, se sont prononcés hier contre l'ouverture d'une procédure de destitution à l'encontre du président Boris Eltsine.

Aucun des cinq chefs d'accusation retenus contre le chef du Kremlin n'a recueilli les 300 voix nécessaires sur 450. Boris Eltsine a toutefois échappé de justesse à la mise en marche du processus de destitution, le motif relatif à son rôle dans la guerre en Tchétchénie obtenant 283 suffrages.

Ce vote était le fruit d'un an de travail des communistes, majoritaires à la Douma. Alliés aux Agrariens et aux députés du Parti populaire, ils espéraient parvenir à leurs fins sur au moins l'un des chefs d'accusation (démolition de l'URSS, dissolution du Parlement rebelle en 1993, engagement de la guerre de 1994-96 en Tchétchénie,

destruction de l'arme russe, génocide contre le peuple russe).

Mais centristes et nationalistes ont semblé-t-il fait front commun contre les communistes, permettant à Boris Eltsine de survivre à cette nouvelle épreuve.

Si l'un des motifs de destitution avait été adopté, le vote aurait été visé par la Cour suprême et la Cour constitutionnelle, le Conseil de la Fédération, chambre haute du Parlement, ayant ensuite trois mois pour décider du sort du président.

Cela ne sera pas le cas. « La plus difficile crise politique à laquelle nous pouvions être confrontés a été surmontée. La raison l'a emporté », a commenté le premier ministre par

intérim, Sergueï Stepachine, cité par l'agence Interfax.

Le principal intéressé a pour sa part accueilli le résultat de cette consultation « avec calme », selon l'un de ses porte-parole, qui a estimé que « le show de la destitution du président est maintenant terminé ». Boris Eltsine a également souhaité que la Douma se remette à travailler sur des sujets intéressants les Russes...

Les résultats du vote ont été proclamés dans une Douma soudain silencieuse, après une journée d'invectives et d'insultes concernant notamment les opérations électorales. Au final, seuls 348 députés ont pris part au vote, tandis que plusieurs dizaines d'autres se tenaient à l'écart ou boycottaient la séance.

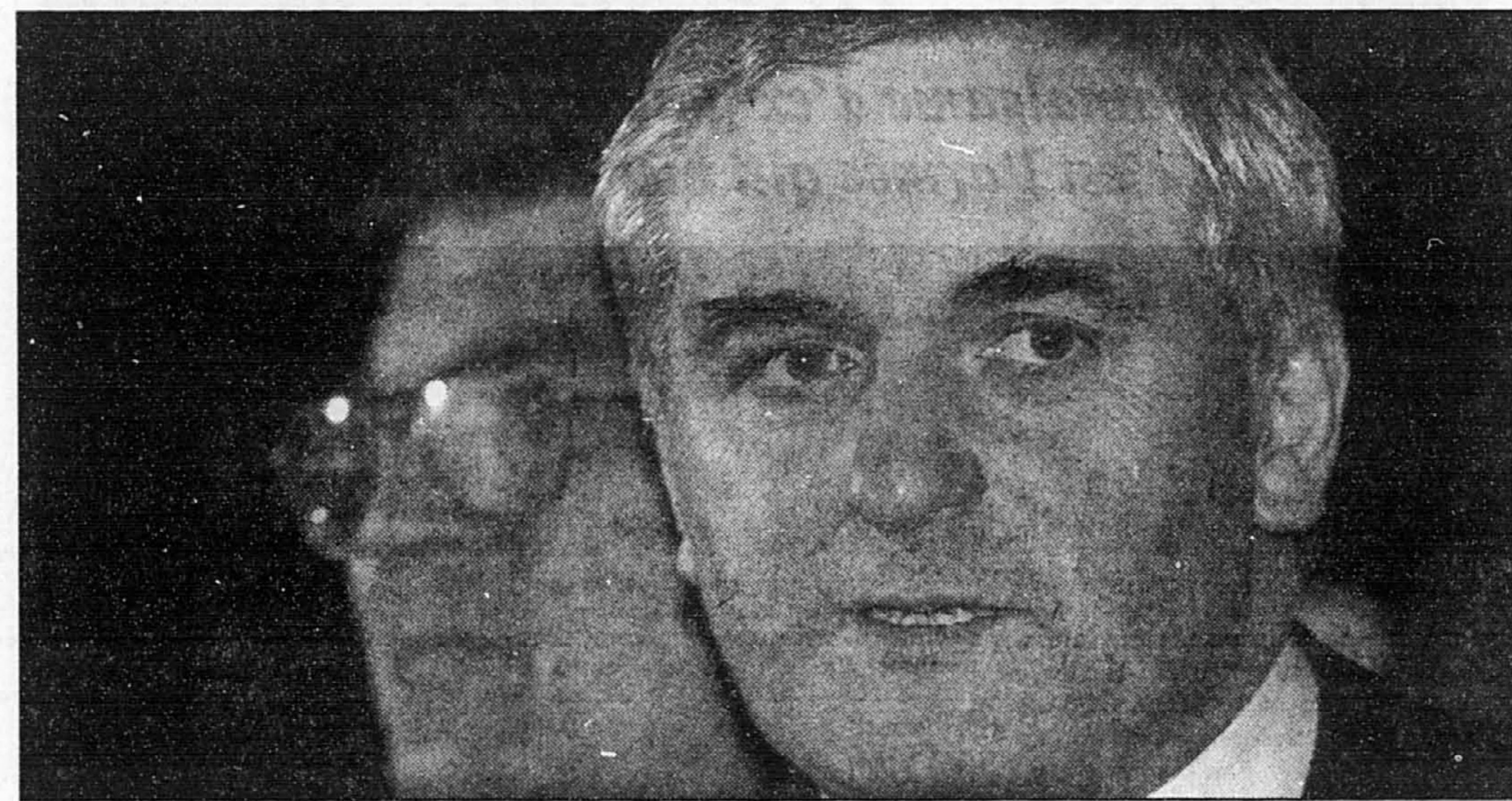
Les députés communistes ont appris l'échec de leur tentative d'accusation du président la tête courbée, tandis que leur alliés exprimaient leur déception par des grimaces éloquentes. Des frictions se sont ensuite produites lorsque des communistes ont vertement reproché au dirigeant ultranationa-

liste Vladimir Jirinovski son soutien à Boris Eltsine, aux cris de « honte ! » et de « pute ! ».

Certains chefs de l'opposition au chef du Kremlin ont immédiatement mis en doute la validité des résultats, bien que tous les partis représentés à la Douma aient participé au comptage des voix.

Devant les propos souvent extrêmes de certains députés de son parti, le président communiste de la Douma, Guennadi Seleznev, a préféré lancer un appel au calme. « Aucune tragédie n'est arrivée », a-t-il déclaré. « Je ne comprends pas pourquoi il faudrait ériger une croix au-dessus de la Douma... »

Si ce vote des députés constitue une victoire pour Boris Eltsine, il ne le tire pas d'affaire pour autant. Le président doit encore faire face à l'opposition de la Douma à la désignation de Sergueï Stepachine à la tête du gouvernement, en remplacement d'Evgueni Primakov. Et un retour au calme sur le plan politique ne change en rien la situation catastrophique de l'économie russe.



Le premier ministre d'Irlande, Bertie Ahern, à sa sortie du 10 Downing Street hier. Négociations lourdes à propos de l'Ulster.

## Ulster : ultimatum de Tony Blair

Agence France-Presse  
LONDRES

Le premier ministre britannique Tony Blair a fixé hier un délai « définitif » d'un mois et demi pour débloquent le processus de paix en Irlande du Nord.

Alors que la pression montait pour que le processus se débloquent avant l'été, un porte-parole de M. Blair a indiqué que les partis politiques nord-irlandais devaient se mettre d'accord pour désigner un gouvernement de la province avant le 30 juin.

« Le premier ministre a fait savoir aux parties que ce délai est définitif », a ajouté le porte-parole de Downing Street.

« Ces derniers jours, nous avons accompli de véritables progrès, et il y a des propositions en cours de

discussion, qui devraient à notre avis remettre le processus sur les rails », a-t-il ajouté.

« Elles ne remettent pas en question de manière fondamentale les positions des parties, mais elles les obligent à assumer les décisions nécessaires pour mettre en application la totalité de l'accord » de paix en Irlande du Nord, conclu le 10 avril 1998, a-t-il poursuivi.

L'application de cet accord historique, qui prévoit le partage du pouvoir dans le cadre d'une entité semi-autonome, est bloquée, notamment à cause de divergences liées au désarmement de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Les représentants unionistes refusent d'accepter que la branche politique de l'IRA, le Sinn Fein, occupe les deux portefeuilles ministériels qui lui ont été attribués,

tant que l'IRA n'aura pas commencé à rendre ses armes.

Le Sinn Fein estime que cette exigence ne faisait pas partie de l'accord d'avril 1998 et assure ne pas avoir l'influence nécessaire pour obtenir le désarmement de l'IRA.

Selon une source proche des pourparlers, un projet d'accord présenté par Londres et Dublin, qui est le résultat d'une journée de discussions téléphoniques samedi et de dix heures de discussions entre toutes les parties concernées vendredi, ne fait pas allusion au désarmement.

« Le document de travail ne prévoit pas d'engagement de la part de l'IRA pour rendre ou commencer à retirer de la circulation ses armes » avant le 30 juin, a indiqué cette source.

## Quand Albanais et Serbes se côtoient... à Pristina

ALEKSANDAR MITIC  
Agence France-Presse, PRISTINA

Les immeubles détruits, les boutiques pillées et les survols d'avions de l'OTAN ponctués d'explosions au loin contrastent ces jours-ci à Pristina avec les terrasses des cafés qui s'empressent à midi et le nombre croissant de magasins rouverts.

Depuis les bombardements qui ont détruit début avril la poste, le siège du gouvernement local, une banque, la gare routière et une vingtaine de maisons, le centre de Pristina a été épargné par les frappes.

La ville revit, les coupures d'électricité sont rares, le téléphone fonctionne à Pristina, mais non avec l'ouest et le sud de la province. La moitié des habitants de Pristina l'ont quittée, selon Fatmir Seholi, porte-parole de l'Initiative démocratique du Kosovo (KDI), un parti politique albanais loyal au pouvoir serbe.

Selon nos estimations, 70 000 Albanais vivent aujourd'hui à Pristina, ainsi que 35 000 Serbes et membres d'autres communautés », indique-t-il à l'AFP.

taire à la Justice du Kosovo, Jovica Jovanovic.

La sécurité renforcée a permis la réouverture d'une dizaine de restaurants et cafés, dont certains ont une clientèle mixte. Les Brooklyn Bar, Papa Joe, Corso, Bosna et Dolce Vita accueillent des centaines de consommateurs, malgré les détonations sporadiques provenant des faubourgs sud-ouest bombardés par l'OTAN. Mais tous doivent fermer à 18 h.

Depuis quelques jours, on trouve à nouveau des journaux serbes dans les kiosques. Les magasins sont approvisionnés régulièrement en produits alimentaires et de première nécessité. Mais comme dans le reste de la Serbie, il y a pénurie d'huile et de sucre. La réouverture d'une dizaine de boulangeries albanaises a réduit les files d'attente pour le pain.

Les produits laitiers proviennent du centre de la Serbie, la viande et les légumes étant fournis par des producteurs de la région, indiquent les commerçants.

La plupart des Kosovars réfugiés en Macédoine et en Albanie affirment avoir été chassés par la po-

lice, l'armée ou des paramilitaires serbes. Ceux qui restent à Pristina évitent d'en parler ouvertement.

Même si Serbes et Albanais se côtoient et font leurs emplettes dans les mêmes magasins, la méfiance entre eux est grande et on les voit rarement se parler.

« Personne ne m'inquiète ici, à Kosovo Polje », faubourg de Pristina à majorité serbe, « mais j'ai préféré envoyer ma femme et mes enfants à Pristina, ils y sont plus en sécurité », affirme Fagij Krasniqi, 67 ans, venu rendre visite à sa famille à Vranjevac, un quartier albanais.

La moitié des Albanais de Vranjevac, Velanija et Dragodan, deux autres quartiers albanais de Pristina, se sont enfuis. On y voit des enfants jouer au ballon, mais peu d'hommes en âge de porter des armes.

D'autres Kosovars venus du nord ou de l'ouest s'y sont installés.

Quelque 10 000 déplacés de Podujevo, une ville du nord du Kosovo, ont emménagé dans des logements abandonnés ou ont été hébergés par des proches, selon des sources albanaises.

## Le beau Danube bleu figé par la guerre

### Des ponts détruits bloquent les bateaux

Agence France-Presse  
BELGRADE

Environ 150 bateaux battant pavillon étranger sont bloqués sur le Danube dans le nord de la Serbie à la suite de la destruction de quatre ponts par l'OTAN, a indiqué à Belgrade le chef de la direction de la navigation fluviale yougoslave.

« Quelque 150 bateaux et 450 membres d'équipage transportant 500 000 tonnes de marchandises sont bloqués », a déclaré devant la presse Radisa Djordjevic. Il s'agit de bateaux allemands, autrichiens, roumains, bulgares et ukrainiens, a-t-il précisé.

L'aviation de l'OTAN a détruit quatre ponts sur le Danube et en a endommagé un cinquième depuis le début de l'opération « Force alliée » contre la Yougoslavie le 24 mars.

Plus de 50 millions de tonnes de marchandises étaient transportées chaque année sur le Danube, selon M. Djordjevic.

La paralysie de la navigation sur le Danube, deuxième fleuve d'Europe après la Volga, « affectera l'économie des pays riverains et de toute la région », a-t-il averti.

Quelque 590 km des 2580 km navigables du Danube traversent le nord de la Yougoslavie où le fleuve forme une frontière naturelle avec la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie.

# Élections européennes: l'implosion de l'extrême droite



Louis-Bernard Robitaille

Collaboration spéciale  
PARIS

**L**e moins qu'on puisse dire, c'est que l'élection des députés européens au suffrage universel, instaurée en 1979, n'a toujours pas fait la démonstration de son utilité. Pas plus que le Parlement de Strasbourg, d'ailleurs, à qui il a fallu près de 20 ans pour oser s'intéresser aux mauvais moeurs de l'omnipotente Commission de Bruxelles.

D'où la question subsidiaire : à quoi bon peuvent servir ces élections européennes du 13 juin qui envoient 75 députés français à un Parlement dont on n'entend plus jamais parler par la suite ?

Réponse : à rien, sinon à tenir l'équivalent d'un sondage électoral grandeur nature à l'échelle du pays, et à l'occasion duquel les grandes forces politiques s'affrontent et mesurent leur influence, tandis que diverses petites formations, sérieuses ou farfelues, en profitent pour tenter une irruption dans la forteresse. Autant dire qu'au cours de cette « campagne », on parle de ce qu'on veut et de n'importe quoi, et que l'Europe est à peu

près le dernier sujet auquel on pourrait songer. D'ailleurs, au cas où certains auraient été tentés de le faire, l'actualité de la guerre au Kosovo a relégué tous les autres sujets européens à l'arrière-plan. Et, de toute manière, au sein des « grandes listes » représentant les coalitions de gauche et de droite, il est recommandé de parler de tout autre chose que de l'Europe, car... c'est un sujet qui divise profondément les deux coalitions de gouvernement.

Ajoutons que le mode de scrutin retenu — une proportionnelle intégrale au niveau national — favorise les marginaux et les fantaisistes. Avec des frais plutôt modérés, et à condition de réunir 75 noms, on peut déposer sa liste pour le 13 juin, et ainsi bénéficier d'un temps d'antenne égal à la télévision. Et si on atteint la barre magique des 5 % de suffrages exprimés, on reçoit de l'État un remboursement forfaitaire pas du tout négligeable : en 1994, la trotskiste Arlette Laguiller, atteignant soudain 5,2 %, recevait pour son groupuscule Lutte ouvrière un sacré budget de fonctionnement !

Cette année, l'infatigable Arlette, dont la première candidature à la présidentielle date de 1974, remet le couvert et, par prudence, a même conclu des sortes de fiançailles avec la branche ennemie du trotskisme, celle d'Alain Krivine. À eux deux, ils pourraient atteindre 7 % des voix. Et du coup talonner le vénérable Parti communiste de Robert Hue, qui ne sait pas vraiment où donner de la tête et n'est pas assuré de dépasser les 8 %. S'il lui arrivait cette humiliation suprême de faire à peu près jeu égal avec la liste trotskiste, la crise serait ouverte au PCF.

D'autant plus que ce bon monsieur Hue, dont les tendances rénovatrices ne sont pas en cause, est également talonné par la liste verte de l'ancien agitateur agité de Mai 68, Daniel Cohn-Bendit. Cohn-Bendit ne chasse

pas sur les mêmes terres, puisqu'il se veut très pro-européen, plutôt libéral en économie, mais chasse tout de même sur les terres de gauche.

Ajoutons à ces « petits » de vrais marginaux : le mystérieux Parti de la loi naturelle, dont on ne sait même pas pourquoi il présente une liste (ça ressemble tellement à une affaire de secte qu'on finit par croire que c'en est une). Et les irrédicibles chasseurs de la liste Chasse pêche nature et tradition, assurés d'un bon million de voix.

Au milieu de ces insaisissables pygmées surgis de tous les coins de la jungle, les « grands partis » — le Parti socialiste d'un côté, les gaullistes-libéraux de l'autre —, essaient de se maintenir et de faire au moins bonne figure. Mais ce n'est pas franchement dans la joie : la droite officielle compte deux listes dissidentes de poids, qui totaliseront 20 % des voix. Limiter les dégâts, tel est l'objectif exaltant des grands partis aux européennes.

■ ■ ■

Reste un duel sanglant, commencé à la fin de l'automne dernier, et dont le scrutin aux européennes devrait fournir le dénouement : celui qui oppose le leader « historique » de l'extrême droite française à son ancien fidèle lieutenant, Bruno Mégret. La première conséquence de ce divorce brutal résultant du choc de deux ambitions, ce fut bien entendu la constitution de deux listes rivales aux européennes. On attend maintenant les résultats. Car la partie restait serrée, juste assez pour que les deux factions ennemies se détruisent mutuellement pour le contrôle d'un Front national en voie d'implosion.

Le Front national, soudain propulsé au premier plan au milieu des années quatre-vingt avec à sa tête une sorte de super-beauf

extrémiste et raciste, d'ailleurs excellent tribun dans son genre, avait fini par s'installer durablement aux environs de 15 % de l'électorat, ce qui faisait de lui l'empoisonneur en chef de la politique française. D'un côté, le vieux chef, autocrate et incontrôlable, rameutait les foules. De l'autre, le polytechnicien présentable Bruno Mégret rabattait les notables et mijotait les alliances locales avec les notables de droite. La formule était gagnante, et on créditait le FN de plus de 16 % pour le 13 juin prochain.

En novembre dernier, le vieux chef semblait rester bien seul avec une poignée de fidèles, tandis que Mégret partait avec les deux tiers des cadres importants et des élus locaux. Issue incertaine : malgré ses qualités de tribun, Le Pen voyait s'effondrer sa crédibilité, tandis que Mégret, devenu numéro un de la dissidence, montrait cruellement ses limites de leader auprès des foules.

Cette semaine, les tribunaux ont d'abord tranché la question de savoir qui avait le droit d'utiliser l'étiquette FN. Le Pen a gagné. Ce qui semble lui donner l'avantage pour la phase suivante : qui héritera de la caisse du parti et de son siège de Saint-Cloud ? Reste l'enjeu du 13 juin : si, comme le disent aujourd'hui les sondages, Mégret tombe sous les 5 %, l'avenir de son Mouvement national sera bien compromis. Le Pen devrait normalement s'en tirer, mais avec seulement 6 ou 7 %, dix points de moins que ce qu'il aurait eu avant la scission.

L'électorat exaspéré et irrationnel du FN est toujours là, mais la bataille des chefs a semble-t-il porté un coup fatal à l'extrême droite qui, de toute manière, mettra des années à se relever de ces luttes fratricides. Les européennes, finalement, serviront à quelque chose : à consacrer une véritable marginalisation du FN.

## La coalition turque naît dans la controverse

*Au pouvoir : un amalgame d'ex-gauchistes et de néo-fascistes ; pas grave, c'est l'armée qui mène de toute manière*

FRED A. REED  
collaboration spéciale, ISTANBUL

**D'**ennemis mortels d'hier, vous serez de grands amis demain. Tel est le message limpide des élections parlementaires du 18 avril dernier en Turquie. Ainsi gauchistes et néo-fascistes cohabiteront au sein du nouveau gouvernement de coalition du premier ministre désigné, Bülent Ecevit.

Avec 22 % des voix, la formation de M. Ecevit, le Parti de la gauche démocratique (DSP) a rallé 136 sièges, contre 129 pour son rival acharné d'antan, le Parti du mouvement nationaliste (MHP). Sous le mot d'ordre de l'harmonie, les adversaires qui s'entre-tuaient dans les rues à la fin des années soixante-dix, oeuvreront pour le plus grand bien de la mère patrie, déclarait M. Ecevit, âgé de 75 ans. La réalité était et sera tout autre.

La présence, pour la première fois au Parlement d'Ankara, d'une élue portant le foulard islamique a vite transformé en pétard mouillé les belles retrouvailles un brin factices. À l'entrée en Chambre de Mervé Kavakçi, députée d'Istanbul, élue sous la bannière du Parti de la vertu (FP, islamiste modéré), M. Ecevit a pris la tête d'une manifestation bruyante visant à empêcher la femme de prêter serment.

« Scandant « Mervé dehors ! » les 136 membres de son parti ont forcé la nouvelle représentante du peuple à repartir bredouille. Le geste de celui qui dirigera le gouvernement turc a été accueilli par un silence embarrassé de la part des autres parlementaires présents, d'autant plus que M. Ecevit s'est arrogé le droit de parole sans en avoir obtenu la permission du président de l'Assemblée, agissant comme si cette dernière lui appartenait.

Ce faisant, M. Ecevit savait qu'il disposait d'un allié de taille. Plus tard dans la journée, le président de la République, Suleiman Demirel, a publiquement traité M<sup>me</sup> Kavakçi, veuve âgée de 35 ans et mère de deux enfants, d'agent provocateur à la solde d'une puissance étrangère, sans toutefois préciser laquelle.

Si elle continuait d'insister, renchérit-il à la télévision nationale, l'armée « qui exerce le vrai pouvoir dans cet État pseudo-démocratique » se verrait obligée d'intervenir pour fermer les portes de l'Assemblée nationale.

M. Ecevit s'est comporté à la fois comme Louis XIV qui a déclaré « L'État c'est moi », ou comme Robespierre qui a envoyé ses adversaires à la guillotine, explique le politologue Ahmet Davutoglu, président de la Fondation pour la science et les arts à Istanbul.

Voilà donc qu'en quelques heures, le refus d'une seule femme d'enlever son foulard a déclenché non seulement un conflit de symboles, mais une grave crise de légitimité. Du régime lui-même, s'entend. Car de nombreuses études et sondages indiquent qu'une forte majorité de citoyens considère désormais le port du foulard comme relevant des croyances personnelles, et que celles-ci ne devraient



À l'entrée en Chambre de Mervé Kavakçi, députée d'Istanbul, élue sous la bannière du Parti de la vertu (FP, islamiste modéré), le premier ministre Ecevit a pris la tête d'une manifestation bruyante visant à empêcher la femme de prêter serment.

souffrir d'aucune forme de discrimination, ni sur la place publique, ni au sein même des institutions, ni à plus forte raison, au Parlement. N'empêche que la classe politique persiste à y voir un sombre complot qui viserait ni plus ni moins la démolition de la République séculaire et son remplacement par un régime à l'iranienne.

### Une image ternie

Quelques semaines auparavant, dans la ville de Malatya, plusieurs étudiantes avaient été arrêtées à la suite d'une manifestation pacifique visant à faire réintégrer le port du foulard à l'université. Après une importante mobilisation populaire, la police a été obligée de relâcher les jeunes filles.

« L'affaire du foulard », comme on l'appelle en Turquie, n'a pas seulement terni l'image de M. Ecevit, perçu jusque-là comme un homme politique honnête et modéré. Elle a permis au Parti de la vertu de se refaire une santé politique après avoir perdu plus de sept points de pourcentage par rapport aux élections de 1995. La formation que dirige Recai Koutan, qui avait perdu des votes précisément à cause de sa mollesse devant la pression des militaires, ne pourra pas s'esquiver cette fois-ci, explique Akif Emre, chroniqueur au quotidien *Yeni Safak*.

« Si le FP n'appuie pas M<sup>me</sup> Kavakçi, il disparaîtra à brève échéance. S'il insiste sur les droits démocratiques non seulement d'une députée, mais de toutes les

Turques, la démocratie en sortira gagnante, même si ce parti est dissous par les autorités, ce qui risque fort de se produire. »

Même sans l'affaire du foulard, le scrutin avait de quoi surprendre et inquiéter.

### Un cadeau

Si l'on s'attendait à une remontée du DSP (Parti du socialisme démocratique) de M. Ecevit, la deuxième place prise par le MHP a été reçue comme une douche froide. Absente de la Chambre précédente, cette formation qui jouit d'une réputation de bagarreur de rue aux relents fascistes a récolté plus de 18 % des voix pour devenir le deuxième parti à la Grande assemblée nationale. À titre de participant dans un éventuel gouvernement de coalition, il aura droit à certains ministères et risque de s'en servir pour noyauter l'appareil de l'État.

Quant à M. Ecevit, premier ministre en 1974, lorsque l'armée turque est intervenue à Chypre, il doit une bonne partie de son succès à la capture du chef des rebelles kurdes, Abdullah Öcalan. Certains analystes croient même que M. Öcalan a été donné en « cadeau » à M. Ecevit afin d'assurer sa victoire.

La prise du gros poisson aurait pu conforter M. Ecevit dans son avance, mais le climat de violence nationaliste entretenu par la jeunesse du MHP lors de la présence de M. Öcalan en Italie, en novembre, a surtout créé des liens de complicité entre les deux partis. Les manifestations de « citoyens in-

dignés » qui se sont déroulées tant à Istanbul qu'à Ankara ont été l'oeuvre de « loups gris », les milices ultranationalistes.

Sans trop se soucier d'un gouvernement éventuel, les électeurs turcs se sont donc servis de leurs votes pour punir plutôt impitoyablement les partis traditionnels du centre-droite. M. Mesut Yilmaz, l'ancien premier ministre lié étroitement à des affaires de pots-de-vin et à des personnages louches près de la mafia turque, a vu le pourcentage des voix enregistré par son parti, l'ANAP (Parti de la mère patrie), fondre comme neige au soleil. Encore pire fut la débâcle de Tansu Ciller, première femme à diriger un gouvernement turc.

Au quartier général de l'ANAP, dans une banlieue huppée d'Ankara, M. Mehmet Ali İrtemişlik cherche à minimiser l'étendue du désastre qui s'est abattu sur sa formation. « Chose certaine, nous avons payé le prix pour le climat créé par le processus du 28 février 1997 (date du « coup d'État post-moderne » qui a dissous le gouvernement de M. Erbakan et porté M. Yilmaz, de l'ANAP, au poste de premier ministre). Nous sommes un parti du centre qui représente toutes les couches de la population. Il se peut que nos appuis se soient effrités au profit d'autres formations. Nous sommes des gens pragmatiques, et non pas des idéologues. »

### La surprise

Or, cette fois-ci, on a d'abord voté pour des idéologues.

Si au siège social de l'ANAP règne un climat d'optimisme tempéré, aux bureaux de la formation de Tansu Ciller, le Parti de la juste voie (DYP), où les murs sont tapissés de grandes photos de M<sup>me</sup> Ciller, l'atmosphère est morose à en mourir. Selon Mehmet Gölhan, vice-président du parti, l'ampleur de la défaite a été une surprise totale. Pourquoi ? « Nous avons imposé nos candidats dans les circonscriptions. Nos gens de la base n'ont pas voulu sortir le vote. »

Malgré le lessivage, M<sup>me</sup> Ciller ne devrait pas démissionner. « C'est le congrès du parti qui décidera. Nous n'avons pas la culture de la démission du chef ici », explique M. Gölhan, avec une amertume qu'il n'arrive pas à dissimuler.

Le message des urnes a été clair et sans équivoque, selon Ömer Polat, secrétaire général de l'Association des hommes d'affaires indépendants (Müsiad). « Le peuple a fait un choix très délicat en votant contre ceux qui étaient impliqués dans la fraude, la corruption et les grands bouleversements internes. »

Mais en élisant deux formations dont les programmes font une large place au nationalisme, les électeurs ont répondu à un certain appel du sang. Le résultat n'en sera pas forcément meilleur, soutient Ferhat Kentel, auteur de plusieurs textes sur la démocratie en Turquie.

« La Turquie a perdu la place qu'elle avait dans le monde bipolaire qui s'est effondré en 1989. Le nouveau rôle qu'elle voulait se donner, de puissance centrale d'un monde turco-musulman allant de la muraille de Chine jusqu'à la mer Adriatique, n'a jamais pu marcher. Entre la peur et l'incertitude, elle se cherche des forces pour combler le vide. D'où ce repli dans un nationalisme étroit et communautaire. »

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, suggère M. Kentel, le DSP de M. Ecevit et le MHP, que dirige Devlet Bahçeli, partagent un certain nombre de positions communes. Car, fait-il savoir, les socialistes d'antan ne le sont plus. En fait, le DSP, tout comme le MHP, préconise un État fort et centralisateur, une société forte et un peuple uni. « Chez le DSP, vous avez la version moderne ; avec le MHP, la version traditionnelle. »

Bref, on assiste en Turquie à une fuite en avant vers l'intérêt suprême de la nation aux dépens de la société et des citoyens. Et ceci, précise M. Kentel, correspond à un rôle que revendique la Turquie pour pallier l'insécurité ressentie par les Turcs. Toutefois un danger couve. « Ce terrain n'est pas libre. »

À deux pas de la mosquée Bayazit, près du grand bazar, M. Ibrahim, libraire de son état, ne se fait pas d'illusions. Pour lui et pour bon nombre de Turcs, les élections se suivent et se ressemblent. Cette fois-ci, explique-t-il autour d'une tasse de thé, les sociaux-démocrates de M. Ecevit ont eu la bénédiction des militaires. « Mais c'est l'armée qui gouverne dans ce pays. Dans de telles conditions, la démocratie c'est de la poudre aux yeux. »

Auteur de *Salonica Terminus, Travels Into the Balkan Nightmares*, publié chez Talonbooks, Fred A. Reed séjourne présentement au Moyen-Orient.

# La presse d'ailleurs

parcourue  
par Réal Pelletier



BusinessWeek THE WALL STREET JOURNAL. The Boston Globe

## Branle-bas de combat dans le monde grisâtre des armes à feu

Les observateurs avertis l'avaient prévu : attendez que la poussière retombe sur Littleton dans quelques semaines et vous verrez que la National Rifle Association — la NRA, le puissant lobby des armes à feu aux États-Unis — aura retrouvé son panache. C'est le cas, si on en juge par ce qui s'est passé cette semaine à Washington. N'empêche, les fabricants d'armes, eux, ont la trouille. Pas tellement à cause des législateurs — ces pleutres —, mais en raison de ce deuxième front qui vient de s'ouvrir dans la guerre pour le contrôle des armes : les juges. Et des fissures se dessinent entre les amateurs d'armes — la NRA, bras culturel de l'industrie — et les industriels eux-mêmes. Mais dans l'intervalle, comme on l'a prévu, la NRA reprend du galon.

Déjà, une heure avant la tuerie de Littleton — deux jeunes qui ont assassiné 13 personnes avant de se donner la mort dans leur école le mois dernier dans le Colorado —, les élus de notre voisin, le Vermont, venaient d'adopter une loi interdisant aux municipalités de poursuivre les fabricants d'armes pour les coûts sociaux engendrés par le recours à ces armes contre des personnes. Le Vermont ? C'est pourtant l'État probablement le plus pacifique — et le plus pacifiste — des États-Unis. Le Vermont rejoignait ainsi quatre autres États ayant passé semblable législation. Et même après Littleton, la Chambre de la Caroline du Nord emboîtrait le pas. Et cette semaine finalement, le Congrès à majorité républicaine, à Washington, battait un projet de loi visant à renforcer le contrôle des armes à feu. Avec promesse d'amendement le lendemain, mais c'est à voir.

On n'a qu'une faible idée, au Québec et dans l'est du Canada en général — l'Alberta, elle, paraît subjuguée —, de la puissance des lobbies qui travaillent les opinions publiques aux États-Unis en faveur de la libre circulation des armes. On arrive mal à évaluer leur impact sur la vie politique. Même chez les démocrates, plus ouverts que les républicains au contrôle des armes, cela prend un certain courage, disons plutôt un courage certain, pour faire la lutte sur ce terrain.

Businessweek estime qu'aux élections de 1994, deux douzaines de

démocrates ont perdu leur siège pour avoir appuyé, durant leur mandat, la loi Brady qui exigeait des acheteurs d'armes qu'ils montrent patte blanche en matière de dossier criminel.

Évidemment, Littleton a secoué une organisation comme la National Rifle Association, mais dès les jours qui ont suivi, les observateurs anticipaient déjà qu'ils ne perdraient rien de leur puissance, une fois les choses calmées. Les prédictions se confirment. La NRA, rappelle Businessweek, l'un des lobbies les plus féroces dans le paysage politique américain, compte toujours 2,8 millions de membres aguerris aux luttes de terrain, un budget annuel de 150 millions US et un coussin de 100 millions en provision des coups durs. Aux élections de novembre 1998, on estime que la NRA et des groupes apparentés ont souscrit 4,2 millions aux candidats et aux partis pour qu'ils appuient leur combat.

Et même quand le lobby perd, comme ce fut le cas lors de l'adoption de la loi Brady par le Congrès américain il y a cinq ans, le mouvement s'ajuste aux circonstances nouvelles : la NRA affirme que seulement 10 personnes en cinq ans finalement auront été poursuivies en vertu de la loi Brady. De fait, la NRA, en six ans d'administration démocrate, a largement réussi à empêcher le Congrès d'intervenir en matière de contrôle des ventes d'armes. Par contre, le mouvement a réussi des percées remarquables dans plusieurs États en faveur d'une libéralisation des ventes. Un total de 31 États, sous la pression de la NRA, ont appuyé des lois facilitant le port d'arme personnel, le truc à la mode qui, comme d'autres, vient de la Californie.

### Changement de terrain

La grande classe politique se révélant impuissante à dompter l'ours au niveau du Congrès et des législatures d'État, ce sont des élus locaux finalement qui lui ont arraché le fouet des mains. Des municipalités vont transporter en cour un combat que les législateurs n'arrivent pas à remporter.

C'est La Nouvelle-Orléans qui a déclenché l'opération juridique : cinq autres villes ont suivi, Chicago, Atlanta, Miami, Cleveland et Bridgeport, au Connecticut. Newark et Boston songent à emboîter

le pas.

L'idée est simple : tenir les fabricants d'armes responsables d'insuffisance de contrôle de leur distribution, sachant implicitement que des armes aboutissent entre les mains de criminels. Le but : faire assumer par les fabricants d'armes toute une gamme de coûts sociaux engendrés par la criminalité armée.

Le mouvement s'est déjà découvert un héros, l'avocat Wendell Gauthier, un cajun à l'accent encore marqué de français, qui s'était fait les dents dans la lutte remportée contre les fabricants de tabac.

Ce fut une lutte sans précédent que celle contre les faiseurs de mégots. Et qui ouvrait des perspectives fabuleuses à l'industrie du droit. The Wall Street Journal chiffre à pas moins de 246 milliards de dollars US les sommes que les fabricants de tabac devront verser, sur 25 ans, aux 50 États et à plusieurs municipalités pour avoir été à la source de coûts sociaux entraînés par l'usage du tabac. Dans le cas des armes à feu, précise le Boston Globe, les chiffres ne peuvent évidemment pas atteindre de tels sommets. L'industrie des armes à feu est plus fragmentée que celle du tabac. Des gros dans cette indus-

trie, comme Sturm Ruger et Smith & Wesson, accusent des ventes annuelles séparées de quelque 140 millions \$. Ce qui ne constitue que deux jours par année de ventes de cigarettes pour une compagnie comme Philip Morris.

Mais le modèle juridique appliqué contre l'industrie du tabac fascine les clans d'avocats aux dents longues, qui ont choisi de l'appliquer à l'industrie des armes à feu et qui ont réussi subséquemment à intéresser des municipalités à cette démarche.

Suffisait d'une étincelle pour enflammer le mouvement, elle s'est produite le 11 février dernier.

### Un superbe précédent

Un jury, dans une cour fédérale de Brooklyn, a décrété que des fabricants d'armes devraient verser 560 000 \$ à Steven Fox, un homme de 19 ans qui avait survécu à ses blessures accidentelles résultant de coups de feu à une intersection à



Wendell Gauthier, avocat d'origine cajun, héros de la poursuite de la Nouvelle-Orléans contre l'industrie des armes à feu.

New York.

La poursuite, transformée en recours collectif impliquant aussi les parents de six victimes de meurtres, datait d'il y a quelques années. Longtemps attendu, le verdict a constitué un précédent. Le témoignage qui a emporté l'adhésion du jury fut celui d'un ancien cadre supérieur de Smith & Wesson. L'ex-vice-président Robert Hass a déclaré en cour que la compagnie savait qu'en attaquant le marché d'un État aux lois permissives, des armes aboutiraient dans des mains de criminels. Quinze des 25 compagnies accusées, dont Colt et Beretta, ont été reconnues coupables. Finalement, de procédures en procédures, seulement trois fabricants (mais pas Smith & Wesson) ont dû effectivement verser de l'argent. Mais le précédent judiciaire était établi.

### Réorienter le tir

La nouvelle donne a déstabilisé

les fabricants d'armes. Si l'industrie du tabac peut résister à une amende de 246 milliards sur 25 ans, nombre de fabricants d'armes pourraient être acculés à la faillite advenant que, toutes proportions gardées, « le modèle juridique du tabac » se révèle aussi efficace dans le cas des armes.

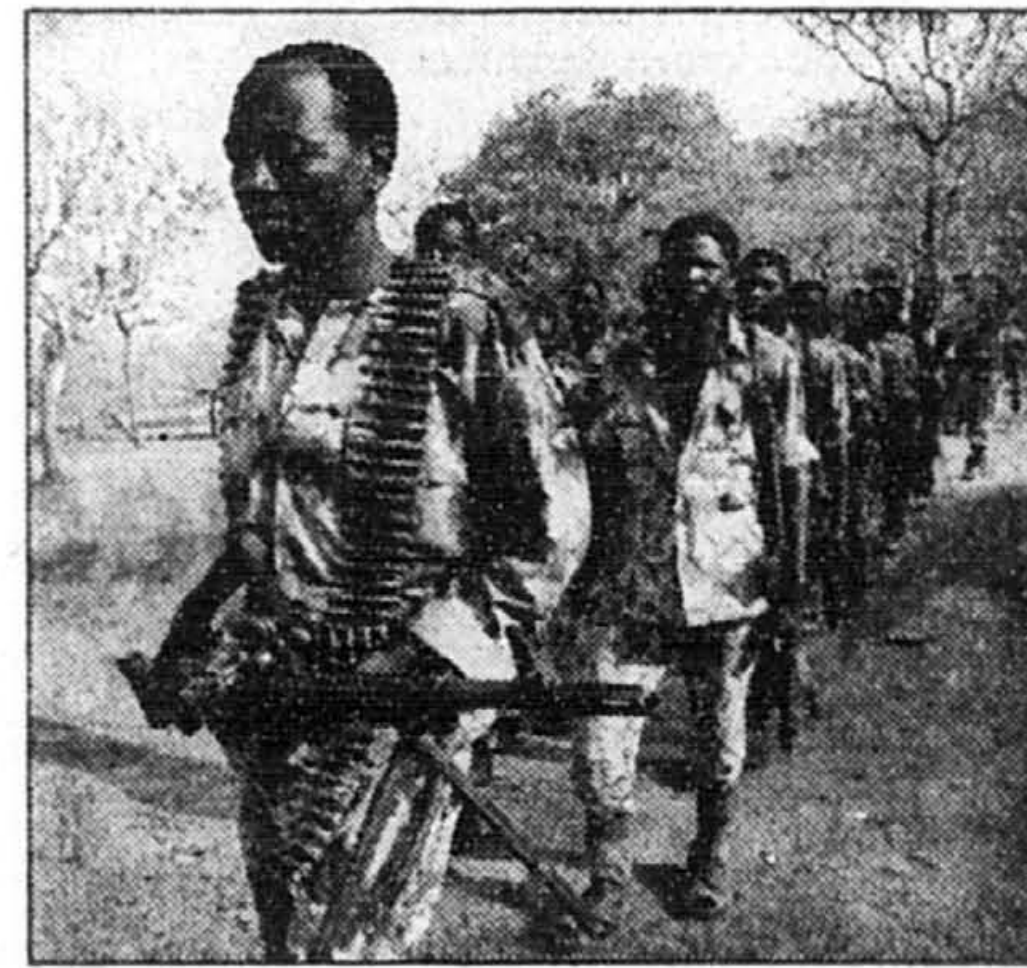
Le Boston Globe a fouillé les secrets de l'industrie, avec d'autant plus d'intérêt d'ailleurs que la Nouvelle-Angleterre (qui ne produit pas que des intellos et de la haute technologie) constitue le fer de lance de l'industrie des armes personnelles aux États-Unis. La Nouvelle-Angleterre a son « Gun Valley », un corridor formé par le fleuve Connecticut, maillon d'une chaîne de fabricants d'armes qui va du New Hampshire à la baie de Long Island.

En février dernier, 15 jours après le verdict de Brooklyn, 10 représentants du Gun Valley et 20 autres magnats de l'industrie aux États-Unis ont tenu un séminaire d'urgence de deux jours à Phoenix, en Arizona. Il y fut décidé, dans un climat très tendu, de créer une nouvelle structure de représentation de l'industrie, la Hunting and Shooting Sports Heritage Foundation. Chaque industriel ver-

sera 1 % de son chiffre de ventes à cette « fondation » qui prendra en charge la contre-attaque juridique et de relations publiques.

Le Boston Globe fait comprendre que la National Rifle Association est un regroupement d'utilisateurs d'armes, financée partiellement par l'industrie. La nouvelle organisation se veut une représentation stricte des industriels des armes. La NRA continuera son travail législatif, la fondation montera au créneau judiciaire. Mais les deux organismes se donnent aussi des vocations de relations publiques et à ce niveau-là, le torchon brûle entre les deux, la première se montrant radicale, la seconde plus modérée. C'est à suivre.

Dans l'intervalle, la toile de fond de ce débat en gestation reste la même, toujours aussi dégoûtante : 35 000 personnes meurent chaque année par des armes aux États-Unis. Modèle universel de paix, et de liberté.



Herald Tribune

### Esclavage

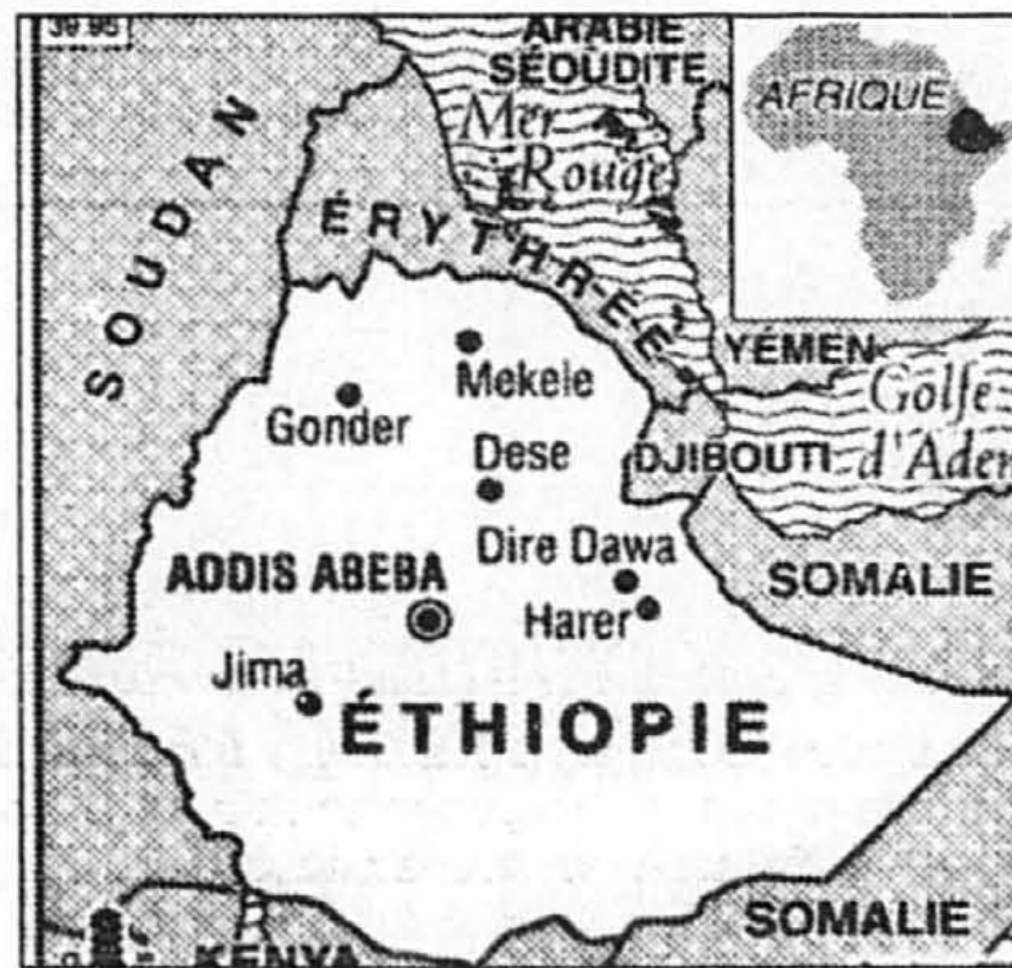
Le cœur sur la main, l'Amérique connaît. L'Afrique y passe. L'image la plus tronquée qu'on puisse se faire de l'Afrique, c'est Vision mondiale qui la procure régulièrement, au câble, histoire de vous faire pleurer en allant chercher vos sous. Ou vice-versa. Une autre espèce de christianisme à fleur de peau vient d'apparaître dans le décor de la « charité » : des groupes humanitaires viennent de racheter la liberté de milliers d'esclaves au Soudan — femmes et enfants essentiellement. Quoi de plus noble. Sauf que la très officielle UNICEF s'en avise. Pour une raison très évidente : payer des individus pour qu'ils remettent leurs esclaves en liberté ne peut que les encourager à refaire d'autres esclaves, les revendre se révélant probablement plus lucratif que les exploiter. « Payer comptant pour la libération d'esclaves », écrit Carol Bellamy, directrice générale de l'UNICEF, dans une courte lettre au International Herald Tribune, ne peut qu'entretenir un cercle vicieux. De fait, racheter ces esclaves, le geste fut-il animé de la plus noble des intentions, en l'occurrence les libérer, est en soi, techniquement, du trafic d'esclaves. La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « l'esclavage et le commerce des esclaves sont interdits sous quelque forme que ce soit ». Dans le cas du Soudan, un pays où la majorité vit avec moins d'un dollar US par jour, vendre un esclave pour 50 \$ représente une petite fortune. Et ça invite à la récurrence, non ?



The Washington Post  
The New York Times

### Dégraissage

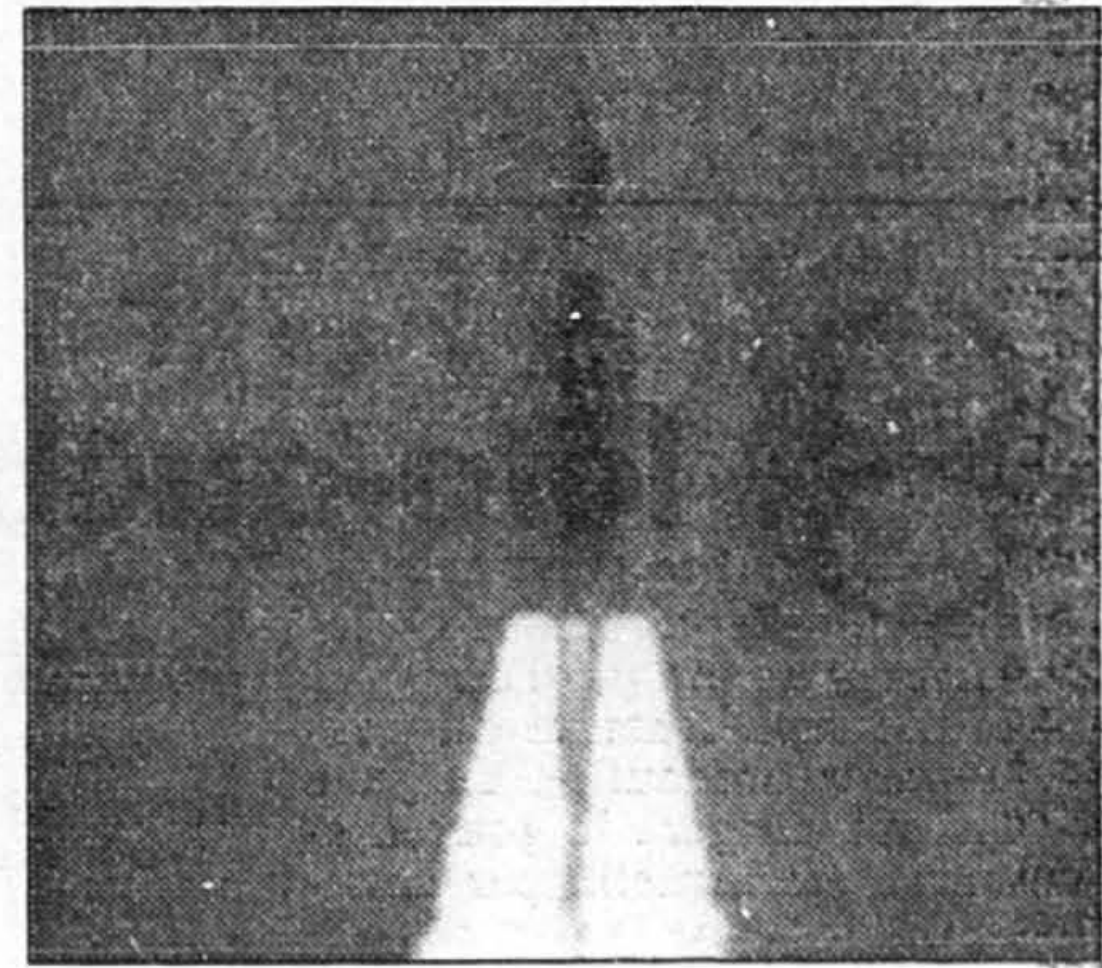
Une autre belle charité qui nous jette un baume sur l'âme, c'est l'aide aux Kosovars. La structure de notre information de base étant ce qu'elle est, pleins feux sont braqués sur le Kosovo, mais on ne fait guère de cas des drames humains de masse vécus ailleurs, que ce soit au Soudan, où les guerres intestines ont fait des centaines de milliers de morts depuis 40 ans, en Angola, au Congo, en Sierra Leone et à la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Aucun de ces conflits, note le Washington Post, n'a suscité l'ombre d'une assistance comme celle que l'on déploie à l'égard du Kosovo. Au point que des africanologues en viennent à s'interroger sur les préoccupations raciales qui font qu'on se soucie davantage des populations européennes qu'africaines. L'Afrique, renchérit le New York Times, est le continent qui compte le plus de réfugiés au monde, mais le premier ministre britannique Tony Blair ne va pas prendre un bain de fonce dans ces camps-là (comme il vient de le faire en Macédoine). Les camps de réfugiés kosovars menacent de drainer les maigres ressources disponibles en Afrique, se plaint un responsable en Afrique. On craint que la pression politique engendrée par le Kosovo ne vienne tarir l'aide normalement accordée à l'Afrique par les pays riches, donateurs habituels. Jean-Jacques Graisse, directeur général adjoint du Programme alimentaire mondial (Pam) redoute, pour l'Afrique, une sorte de « lassitude » des pays donateurs.



The Economist

### Voisinage

La seule « petite » guerre de frontière à laquelle s'adonnent présentement l'Éthiopie et l'Érythrée a déjà fait plus de morts que celle du Kosovo, remarque l'hebdomadaire The Economist. Une guerre sans objectifs, ni économiques, ni même raciaux, disait jeudi un spécialiste interviewé au « Monde aujourd'hui », à la radio de Radio-Canada, mais une guerre qui est un pur affrontement de nationalismes. Une escarmouche frontalière a déclenché les hostilités, il y a eu un an le 6 mai, rappelle The Economist. Les leaders des deux pays sont parents. Ils avaient pris l'habitude de régler rapidement leurs problèmes au téléphone. Pourtant, arrive cette escamouche à la frontière, et c'est la guerre totale. Du côté éthiopien, on redoutait si peu une guerre avec le voisin érythréen que le budget de la défense était passé de 1,31 milliard US en 1991 à 124 millions en 1996. Mais depuis un an, l'Éthiopie a doublé son effectif militaire, à 200 000, pendant que l'Érythrée appelait tous les hommes disponibles sous les drapeaux. Washington a obtenu une trêve, pendant laquelle, comme par magie, des avions de combat tout neufs ont été acheminés dans la région depuis divers points de l'ex-URSS, et la bataille a repris de plus belle en février dernier. Peu d'affrontements, mais ils sont dévastateurs, ayant fait quelque 50 000 morts jusqu'ici. Washington comptait sur l'appui de ces deux pays « amis » pour faire échec au Soudan voisin, jugé proterroriste. Faudra repasser.



The Washington Post

### Espionnage

Les États-Unis, rapporte le Washington Post, traversent une des périodes les plus difficiles de leur histoire spatiale, six lancements de fusée ayant échoué ces neuf derniers mois, dont trois en huit jours. Six ratages qui auront entraîné la mise au rancart de satellites de surveillance, de recherche ou de communication évalués à des milliards de dollars. Les États-Unis n'ont pas connu pareille série d'échecs depuis 10 ans. Militaires, fonctionnaires et entrepreneurs privés impliqués dans ces projets s'en arrachent les cheveux. Cette mauvaise séquence menace à la fois la sécurité du pays et ses intérêts économiques dans l'espace. À la retraite, le général Howell Estes III, ex-patron du US Space Command, estime qu'il s'agit « probablement de la pire période de l'histoire des lancements (de fusées) » aux États-Unis. Les vieux modèles de fusée sont en cause comme les nouveaux. Et tout ça survient, ajoute-t-il, à une période où il importe de réduire les coûts et d'assurer un accès à l'espace. Mais son successeur actuel, le général Richard Myers, ne croit pas que cette série d'échecs menace pour l'instant les opérations militaires. Mais à terme, ces ratés compromettent les communications, la navigation aérienne, l'analyse de la météo et l'espionnage permettant de repérer les lancements de missile par l'ennemi. Depuis le mois d'août, trois fusées du type Titan-4 ont raté leur décollage, l'une explosant de manière spectaculaire au-dessus du cap Canaveral, ce qui a conduit à la destruction d'un satellite d'espionnage ultrasophistiqué d'un milliard de dollars.

# La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 16 mai 1999

## Pierre Brunet

JEAN-PAUL SOULIÉ

L'Ordre du Mérite de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal vient d'être décerné, pour l'année 1998, à Pierre Brunet, F.C.A., président du conseil, président et chef de la direction de la firme de courtage Lévesque Beaubien Geoffrion. Cette haute distinction est le couronnement d'une brillante carrière qui a profondément marqué le monde du courtage montréalais, québécois et canadien. En 1970, quand Pierre Brunet y est entré au poste de vice-président à la direction, Lévesque Beaubien inc. employait moins de 250 personnes. Son revenu brut n'atteignait pas cinq millions de dollars. Aujourd'hui, la firme compte plus de 2000 employés, dont plus de 650 conseillers en placement répartis en 66 bureaux au Canada, qui gèrent des actifs d'environ 21 milliards de dollars pour plus de 260 000 clients. Lévesque Beaubien Geoffrion a aussi des bureaux à New York, Londres et Genève.

Le paysage du courtage à Montréal et au Canada a énormément changé depuis 1970. Il y avait alors 250 maisons de courtage en valeurs mobilières, dont 20 étaient vraiment nationales. Il n'en reste plus que 121, mais seulement sept pancanadiennes, détenant 70 % du commerce total. Toutes sont liées à des banques, comme Lévesque Beaubien Geoffrion, la seule montréalaise du groupe, l'est à la Banque Nationale. Grand artisan de ce succès, Pierre Brunet a, au cours des 25 dernières années, servi à titre de président de la Bourse de Montréal, de 1974 à 1976, et il a été président de la Chambre de commerce de Montréal, de 1982 à 1984. De 1989 à 1997, il a été président du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal. Il est toujours membre du comité exécutif de l'OSM et préside, après l'avoir mis sur pied, le Fonds de dotation de l'Orchestre. La Presse souligne l'attribution de l'Ordre du Mérite à Pierre Brunet en le nommant Personnalité de la semaine.

Considéré par ses pairs comme un visionnaire et un vendeur de grand talent, Pierre Brunet est membre de l'Ordre des comptables agréés depuis 1964. Diplômé des HEC, formé à la rigoureuse discipline comptable au sein de la firme Samson, Bélair, puis vice-président et trésorier chez Morgan, Ostiguy et Hudon, ce tout jeune sexagénaire à la carrure impressionnante semble vivre aux antipodes des livres de comptes et des âpres calculs financiers. « J'aime dire que je suis avant tout un sensuel, dit-il simplement, et j'inclus par là tous les sens. J'aime les fleurs, et j'ai sans doute l'endroit le plus fleuri de Magog. J'ai peu de temps pour m'occuper de mes rosiers, mais j'ai beaucoup de plaisir à les regarder. J'aime aussi le vin, et j'ai une bonne cave. On dit de moi que je suis un leader naturel. Et c'est vrai que j'aime réunir des amis et partager avec eux. Avec ma famille aussi. La fin de semaine prochaine, avec mon épouse, Louise, nous allons recevoir nos quatre enfants et nos

six petits-enfants. Ça fait 16 personnes ! »

Pierre Brunet a fait ses études classiques au collège Ollier, à Verdun. Déjà il aimait les gens, et songeait à étudier... en service social. Une orientation que son père, alors président d'Alfred Lambert Trans-Canada Shoes, a vue avec un certain scepticisme. « Pour lui, hors du CA, point de salut ! Je suis entré aux Hautes Études commerciales de la patte gauche, et avec la ferme intention d'aller ailleurs. Et puis j'ai découvert le monde financier et je suis resté accroché. »

C'est au collège J.J. Ollier que Pierre Brunet découvre la musique. Il a dix ans et un sulpicien, le père Roger Lachapelle, lui fait découvrir Beethoven, « la musique qui me fait m'asseoir et partir, méditer... » Au travail, il préfère Mozart, ou Haydn. Mais ce goût le fera se passionner pour l'OSM, depuis 20 ans, et cette passion ne se dément pas : il a décidé d'asseoir son financement en créant un fonds de dotation dont il s'occupe activement.

Curieux de tout, aimant découvrir de nouvelles saveurs, d'un Château Haut-Brion à un Côte-Rôtie La Landonne, passant d'un bordeaux à un vin de Californie — « Les expériences des Rothschild là-bas sont extraordinaires ! » — Pierre Brunet évoque, à la faveur du patronyme des banquiers-vignerons, la richesse du siècle de Louis XV, les menus de 24 plats accompagnés d'autant de grands crus. « J'ai toujours beaucoup lu. Autrefois, avant les découvertes technologiques modernes, les gens communiquaient par la parole et par l'écrit. Les lettres qu'ils s'envoyaient alors étaient pleines de sensualité. Des chefs-d'oeuvre ! » Pierre Brunet aime aussi la peinture. Il a quelques toiles de Riopelle et de René Richard, un peintre qu'il a bien connu à Baie-Saint-Paul, et d'autres.

Observateur attentif de la scène politique, tant nationale que mondiale, Pierre Brunet définit ainsi le rôle de sa firme : « Notre travail consiste à expliquer à nos clients en quoi la scène politique peut se répercuter sur les décisions qu'ils prennent en matière d'investissement. » Un métier qui demande des talents de diplomate autant que des connaissances comptables et financières.

Considéré par ses pairs comme un visionnaire et un vendeur de grand talent, Pierre Brunet a profondément marqué le monde du courtage montréalais, québécois et canadien à la tête de Lévesque Beaubien Geoffrion.



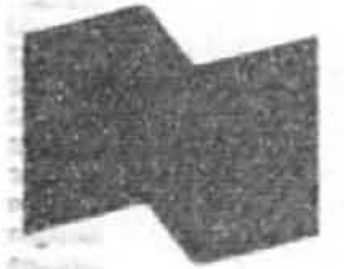
PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

« Je suis entré aux Hautes Études commerciales de la patte gauche, et avec la ferme intention d'aller ailleurs. Et puis j'ai découvert le monde financier et je suis resté accroché. »



**loto-québec**

Encore plus que du talent,  
de l'intelligence, même du génie,  
l'excellence naît de l'effort.



**BANQUE  
NATIONALE**

il faut penser autrement



**Hydro  
Québec**



**ALCAN**



**Salut  
Bonjour**

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité

**La Presse**

de la semaine

**TVA**